

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Bolsonaro, fruit pourri de la crise brésilienne



- La réforme des retraites en Russie
- L'extrême droite allemande
- Crise financière en Turquie

- L'ex-Secrétariat unifié de la IV^e Internationale
- Les CSE



Au sommaire de ce numéro

Bolsonaro, fruit pourri de la crise brésilienne	1
Russie: la réforme antiouvrière des retraites	7
Allemagne: la montée de l'extrême droite	15
Turquie: la tourmente financière et ses effets	21
L'ex-Secrétariat unifié de la IV ^e Internationale: du trotskysme à l'« écosocialisme »	25
Les comités sociaux et économiques: une attaque contre tous les travailleurs	31

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à:

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 - BIB PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail:

contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Bolsonaro, fruit pourri de la crise brésilienne

Bolsonaro a été élu au second tour des élections présidentielles brésiennes avec 55 % des suffrages. Il sera intronisé président du Brésil le 1^{er} janvier prochain. Il y a quelques mois encore, il était à peu près inconnu. Pourquoi des dizaines de millions de Brésiliens ont-ils voté pour lui ? Qu'espèrent-ils de lui ? Quel est son programme et quelle sera sa politique ?

L'ASCENSION TARDIVE D'UN POLITICIEN INCOLORE

Bolsonaro n'a rien qui le prédestinait à son actuel succès. À 63 ans, il n'a rien fait de remarquable. Sorti en 1977 de l'École militaire, il eut quelques ennuis avec sa hiérarchie parce qu'il revendiquait de meilleurs salaires. En 1988, élu conseiller municipal de Rio, il quitta l'armée avec le grade modeste de capitaine. Puis il fut député fédéral de 1990 jusqu'à aujourd'hui. C'était un député qui ne faisait pas parler de lui, bien représentatif de la piétaille de l'Assemblée, ceux qu'on appelle le « bas clergé ». Pas plus qu'eux il n'a été fidèle à un parti. Au cours de ses sept mandats, il est passé par sept partis différents, tous de droite.

Loin d'être au départ un ennemi du Parti des travailleurs de Lula, il fut pour lui à l'Assemblée, de 1999 à 2010, une sorte de compagnon de route. Il parlait de « notre cher Lula », vota pour lui à la présidentielle. Il n'a adhéré qu'en début d'année au Parti social-libéral, qui l'a présenté à la présidence. Il n'a pas été impliqué dans les scandales politico-financiers

qui touchent bien des députés et sénateurs. Cela ne veut pas dire qu'il n'a pas été financé par des groupes capitalistes. Ainsi, quand il était au Parti populaire, il a reçu 200 000 réaux de JBS, un des principaux trusts mondiaux de la viande et de l'alimentation. Mais il a reversé la somme au parti, qui la lui a ensuite retournée pour financer sa campagne électorale. Formellement, il n'a donc pas été financé par JBS. Par ailleurs, à l'exemple de nombreux élus brésiliens, il gère la politique comme une affaire familiale : ses trois fils sont député fédéral, député d'État et conseiller municipal.

Ce député incolore a certes eu quelques difficultés avec la commission d'éthique de l'Assemblée, pour des propos misogynes et homophobes. Mais il n'est pas sorti de l'anonymat avant le vote sur la destitution de la présidente Dilma Rousseff, du Parti des travailleurs (PT), le 31 août 2016. Il a voté pour, comme les trois quarts de ses collègues, mais en dédiant son vote au colonel Ustra, le tortionnaire le plus célèbre de la dictature militaire (1964-1985). C'était prendre la défense de la dictature, à un moment où, dans les manifestations,

quelques groupuscules extrémistes commençaient à se réclamer d'elle.

Son personnage s'est ensuite peu à peu étoffé. Il a multiplié les déclarations racistes, contre les Noirs et les Indiens. Il n'a pas manqué une occasion de prendre position contre les femmes et contre les homosexuels. Il a attaqué les pauvres et les « assistés ». Il a dénoncé l'insécurité et le banditisme, accusant les gouvernements de ne pas lutter contre eux. Bref, au nom de Dieu, de la patrie et de la famille, il a repris tous les poncifs chers à la petite bourgeoisie blanche, aisée et bien pensante. Il y a gagné un groupe de partisans très actifs sur les réseaux sociaux, qui n'hésitent pas à bombarder Facebook ou WhatsApp de fausses nouvelles pour le mettre en valeur ou discrediter ses opposants.

La campagne électorale l'a projeté au premier plan. Le candidat du PT, l'ancien président Lula (2003-2010), était loin en tête des sondages, mais il était emprisonné pour corruption et a finalement été interdit de candidature. Les vedettes des grands partis de droite avaient, eux aussi, des ennuis avec la justice et partageaient le dis-



DR

Deux visages du candidat d'extrême droite Bolsonaro. En campagne avec le slogan «Le Brésil au dessus de tout et Dieu au-dessus de tous», et en patriote rigide. Ci-dessous, le candidat du PT, Fernando Haddad avec, à droite, l'ex-présidente Dilma Rousseff.



MAXRES



FOLHA DE SAO PAULO

crédit du PT, même ceux qui n'avaient pas gouverné avec lui.

Bolsonaro a été aidé en cela par les Églises évangéliques. Riches, présentes sur tout le territoire et fortement représentées à l'Assemblée nationale, elles constituent un lobby puissant qui appuie dans le sens réactionnaire. Elles défendent la famille : la famille patriarcale, autoritaire, qui tient bien en main femmes et enfants. Féminisme et homosexualité sont leurs cibles. À Rio, l'évêque Crivella de l'Église universelle du règne de Dieu, maire de la ville, tente de s'en prendre au carnaval. Un autre de leurs ennemis est le communisme, et toute organisation de la classe ouvrière. Ces Églises, rivales entre elles, qui influencent semble-t-il un tiers des Brésiliens, se sont unies pour soutenir la candidature de Bolsonaro qui, autrefois catholique fervent, s'est fait baptiser dans une secte évangélique.

Bolsonaro est alors apparu paradoxalement comme un homme neuf, un candidat antisystème à même de répondre aux problèmes du pays : corruption, violence et crise économique. Son électorat a largement débordé la minorité d'hommes jeunes, blancs, diplômés, aux revenus plutôt élevés, qui constituaient son électorat de départ, pour gagner un large appui dans la majorité métissée et pauvre de la population, dans les quartiers populaires, les favelas, y compris parmi les femmes. Car ses thèmes de campagne correspondaient aux problèmes de cette majorité.

LA CRISE ÉCONOMIQUE

Le Brésil a longtemps été épargné par la crise économique mondiale. Même celle de 2007-2008 ne l'a que très brièvement atteint. Le pays exporte dans le monde entier ses matières premières minières

et agricoles : fer, sucre, soja, viande de bœuf et de poulet, jus d'orange, dont les prix restaient élevés. Chaque année, attirés par des taux bancaires très rémunérateurs, continuaient d'affluer 80 à 100 milliards de dollars de capitaux, qui équilibraient les comptes du pays.

Cette période de prospérité a pris fin en 2014-2015. Les prix des matières premières ont chuté durablement, les investissements étrangers se sont réduits. La monnaie a baissé par rapport au dollar, l'inflation a repris, même si on est très loin de l'hyperinflation du début des années 1990.

La grande bourgeoisie, bancaire, terrienne et industrielle, n'a rien perdu de sa prospérité. Elle fait payer la crise aux travailleurs à coups de réformes qui taillent dans les droits sociaux, la santé, l'éducation. Quant à la petite bourgeoisie, qui depuis vingt ans avait un large accès au crédit et à une consommation digne d'un pays développé, elle craint désormais de retomber dans la misère et en accuse pêle-mêle les pauvres, les assistés, les ouvriers, la gauche, le PT et le communisme, même si le PC du Brésil est un parti bien réformiste, allié constant du PT au gouvernement, et n'a plus rien à voir avec la guérilla qu'il prônait il y a cinquante ans.

C'est contre la classe ouvrière que la crise se déchaîne. Le chômage touche aujourd'hui 13 millions de salariés (13%). C'est le retour de la misère dans les villes, dans un pays où depuis les années 1960 elle était plutôt l'apanage des campagnes, combattue par les programmes d'assistance mis en place par les gouvernements PT à partir de 2003. Avec les réformes mises en œuvre ces dernières années, patrons et gouvernants se livrent à une vraie guerre sociale. Une partie des travailleurs ont voté Bolsonaro, dans l'espoir qu'il prendra des

mesures en leur faveur. Il est caractéristique que la moitié de ses électeurs résident dans la partie la plus industrialisée du pays, autour de Sao Paulo, Rio et Belo Horizonte.

Bolsonaro ne propose rien contre la crise. On ne sait même pas s'il a un programme économique. Pendant longtemps il a semblé plutôt partisan de l'intervention de l'État, comme le PT qu'il appuyait. Aujourd'hui il promet la privatisation complète des entreprises étatiques. Récemment encore, il parlait du retrait du pays de l'accord de Paris sur le climat. Sans proposer leur suppression, il déclare que les programmes sociaux «*nourrissent une population de bandits et de fainéants*». Il a pris pour conseiller économique un ex-banquier, Guedes, partisan du libéralisme et de la non-intervention de l'État. Mais si Guedes sert bien à Bolsonaro de caution vis-à-vis du grand patronat, nul ne sait jusqu'où ils sont d'accord entre eux, ni jusqu'à quand ils le resteront.

Bolsonaro plaît à bien des bourgeois, mais il est loin de faire l'unanimité parmi eux. La droite de Cardoso et la gauche de Lula-Rousseff ont, en leur temps, fait leur prospérité. Bolsonaro représente une inconnue, donc un risque, malgré ses bonnes dispositions évidentes à l'égard des possédants.

Faute de programme économique, Bolsonaro brandit l'image mythifiée de la dictature. Elle a correspondu à une industrialisation rapide, qui réclamait toujours plus de main-d'œuvre, où donc le chômage était méconnu et où les salaires s'élevaient tant bien que mal. Un équivalent de nos «*trente glorieuses*». À cette image mythique, il ajoute quelques déclarations antiouvrières primaires, par exemple contre les lois sociales, qu'il accuse de tuer l'emploi.

La tactique de Bolsonaro consiste à attaquer, chaque fois

qu'on l'interroge sur un point de son programme. De plus, il a refusé tout débat et fuit le plus possible les interviews, préférant se faire représenter par un de ses assistants. Interrogé sur l'économie, il attaque le socialisme et le communisme, censés représenter le PT, dont ni la doctrine ni l'action gouvernementale n'ont pourtant rien eu de socialiste ou de communiste. Il dénonce le Venezuela de Chavez et Maduro: la misère qui y règne montrerait, selon lui, les méfaits du communisme, dont il prétend protéger les Brésiliens. Cet anticommunisme prend une coloration xénophobe et anti-migrants, du fait que quelques dizaines de milliers de réfugiés vénézuéliens sont arrivés au Brésil et ont parfois été victimes de violences. Attaquer les réfugiés vénézuéliens n'est en rien une garantie pour les travailleurs brésiliens, au contraire. Cela n'empêche pas certains de voter Bolsonaro pour exprimer leur révolte et de dire: «Bolsonaro est le Lula d'hier».

UNE SOCIÉTÉ VIOLENTE

La violence est omniprésente dans la société, où en 2017 on a compté 64 000 assassinats, un toutes les huit minutes. Cette violence vient de l'esclavage, qui a duré jusqu'en 1888, et du système semi-féodal qui lui a succédé, où les « colonels », grands propriétaires et chefs politiques, avaient droit de vie et de mort sur leurs paysans et sur toute la population. L'État reste très peu centralisé, chaque État de la fédération ayant ses lois, sa police, ses dynasties dirigeantes. Dans les campagnes, où chaque année la police fédérale libère des centaines de travailleurs réduits en esclavage, c'est toujours la loi des *jagunços*, les hommes de main des grands propriétaires, qui liquident syndicalistes agricoles ou Indiens récalcitrants.

Dans les villes, où vivent les trois quarts de la population, la violence domestique s'exerce contre les enfants et les femmes, et 6500 femmes meurent chaque année sous les coups de leur conjoint. Une discussion, une querelle entre voisins peut se terminer à coups de couteau ou de revolver. Les armes courent les rues, même si en 2004 une loi a prétendu les interdire. Le groupe parlementaire « de la balle », c'est-à-dire des armes, est proche de celui des « ruralistes », les grands exploitants de canne à sucre, soja, bétail, etc. À eux deux, ils réunissent près de la moitié des députés et sénateurs, et Bolsonaro en fait partie.

À cela s'ajoute la violence de la police et des gangs. La police brésilienne tue beaucoup. Les gens qu'elle tue dans les rues et les favelas sont facilement qualifiés de délinquants ou de bandits, et leurs familles n'ont que le droit de pleurer. Par vengeance, des policiers sont aussi régulièrement assassinés, et les membres des forces de l'ordre se sentent menacés, tirent à vue, en particulier sur les jeunes Noirs dans les quartiers populaires, un peu comme aux États-Unis.

Enfin les gangs sont des puissances reconnues. Centralisés, hiérarchisés à l'échelle nationale, disposant d'une direction, ces trusts de la drogue et des trafics limitent souvent la violence, qui n'est pas bonne pour les affaires. Mais ils doivent intimider, éliminer les outsiders, défendre ou élargir leur territoire. Ils se heurtent aussi parfois à l'État, quand il prétend les expulser de certaines favelas de Rio à grand renfort d'hélicoptères et de chars. Le plus souvent ils négocient, mais peuvent recourir à une démonstration de force, comme lorsqu'un gang voulut imposer la liberté de communication de ses dirigeants en prison en coupant l'électricité dans tout Rio

et en détruisant des dizaines d'autobus.

Les travailleurs et leurs familles subissent quotidiennement cette violence. Victimes des vols, des rackets, des agressions, des viols, de l'insolence de la police, des balles perdues dans les affrontements entre gangs ou entre la police et les bandits, ils cherchent paix et protection. Bolsonaro lui-même a été poignardé le 6 septembre par un déséquilibré.

Sur ce thème, il joue de son image d'ancien militaire, homme d'ordre par définition. Il dit qu'il restaurera l'autorité de l'État, augmentera le budget de l'armée, abolira la loi qui limite en principe la possession d'armes, donnera toute licence aux policiers pour tirer sur les délinquants. Il reprend l'expression populaire qui dit: « Un bon bandit est un bandit mort. » Pour les violeurs de femmes, il propose la castration chimique, ce qui peut lui concilier celles qu'il a choquées par ses attaques contre le congé maternité et ses justifications des bas salaires féminins. Ses déclarations font sans doute plaisir aussi bien aux policiers et aux militaires qu'aux victimes de la violence, chacun voulant y voir ce qu'il souhaite.

Mais si beaucoup de militaires apprécient le personnage et ses déclarations, l'état-major n'est pas gagné et ne s'engage pas derrière lui. Il a pris un général comme vice-président, mais il a fallu le faire taire, tellement il accumulait les bourdes, parlant par exemple à la veille du premier tour de supprimer le treizième mois, au risque de braquer 100 millions de salariés.

En matière de violence aussi, Bolsonaro se réfère au « bon temps » de la dictature. Mais, même si à l'époque armée et police avaient carte blanche pour torturer et tuer, ni la violence domestique ni le banditisme n'avaient disparu. Au contraire



La police dans les quartiers populaires. Bolsonaro entend y ajouter l'armée en permanence, mais cela ne rendra pas la société brésilienne moins violente. Tout au contraire.

sont apparus des « escadrons de la mort », qui se chargeaient de débarrasser les rues et les honnêtes gens des mendiants, SDF et gosses des rues.

LA CORRUPTION POLITIQUE

Comme la violence, la corruption politique est une tradition brésilienne. Sur la trentaine de partis présents à l'Assemblée, seuls deux ressemblent à des partis à l'europpéenne : le PT de Lula et le PSDB de l'ex-président Cardoso, et ils sont très minoritaires. Les partis servent pour l'essentiel à réunir des fonds pour enrichir un petit groupe d'élus, autour d'un leader régional le plus souvent. Ce sont des associations privées, sans idées ni programme. Pour qu'un président et un Conseil des ministres aient une majorité et pour gouverner, il leur faut se concilier un nombre suffisant de ces politiciens et de ces partis, c'est-à-dire les acheter par des postes, des sinécures rentables... ou des dollars. Et les grandes entreprises sont toujours disposées à fournir l'argent nécessaire, en échange de marchés lucratifs, en parti-

culier de contrats surfacturés avec l'État.

Le PT, depuis sa fondation en 1980, promettait d'instaurer un gouvernement honnête, en rupture avec les élites et les coutumes nationales. Mais il ne voulait pas changer de fond en comble la société. Au fur et à mesure qu'il s'approcha du pouvoir, dans les municipalités, les États, les Assemblées régionales et nationale, il dut passer des accords avec les autres partis, les notabilités, les patrons. Il perdit en même temps le gros des militants qui avaient fait sa force et se transforma en un appareil de permanents organisé pour exercer le pouvoir, avec les mêmes ressorts que les partis traditionnels. Et quand il arriva au pouvoir central, en 2003, il reprit à son compte la collecte de fonds auprès des entreprises, pour acheter les voix des députés.

Et les scandales ne tardèrent pas à arriver. Dès 2004 ce fut le Mensalao, la « grosse mensualité » versée en liquide et en dollars à plus de cent députés. La prospérité économique n'étant pas entamée, Lula conserva son prestige, mais la direction du

PT et du gouvernement subit plusieurs purges, à tel point qu'il dut aller chercher pour lui succéder Dilma Rousseff, non impliquée dans les scandales. Dilma Rousseff fut élue, mais le scandale du Mensalao rebondit en affaire Petrobras : la société pétrolière nationale passant toute sorte de contrats surévalués pour permettre au PT de récolter de l'argent. Lula fut cette fois mis en cause et Dilma Rousseff fut la victime indirecte de la chasse aux corrompus lancée par quelques juges de droite, destituée pour une irrégularité comptable par une Chambre et un Sénat peuplés de véritables corrompus, qui avaient gouverné avec elle pendant six ans.

C'est la crise économique croissante qui donna force aux affaires et qui provoqua la révolte dans toutes les couches de la population, y compris la classe ouvrière. La droite hésita longtemps à encourager cette révolte, qui pouvait se retourner contre elle. Mais quand elle s'y décida finalement, elle fut incapable de regagner l'opinion. Tous les politiciens étaient déconsidérés, car tous étaient

compromis à un degré ou à un autre. Le PT conservait un appui populaire dans le Nordeste, où les programmes d'assistance touchant les très pauvres lui valaient une clientèle, comme la Bourse famille qui verse une aide aux familles qui envoient leurs enfants à l'école. Dans la région riche du Sudeste en revanche, avec les États de Rio, Sao Paulo et Minas Gerais, qui a fait sa force dans les années 1980-1990, il n'a presque plus d'électeurs, et c'est Bolsonaro qui attire la moitié des votes.

Sur ce thème de la corruption, le seul argument en faveur de Bolsonaro est qu'il n'est impliqué dans aucune affaire et qu'il va nettoyer le pays des politiciens corrompus, de droite comme de gauche. Là encore, il invoque le mythe de la dictature, qu'il prétend avoir été honnête et sans compromission. C'est une contrevérité, mais combien de gens se souviennent encore de la dictature et de ses dessous peu ragoûtants? Les militaires trafiquaient, et la loi martiale couvrait leurs trafics.

Bolsonaro n'est pas le premier à se présenter comme un Monsieur Propre. En 1990, Collor, un fils de cacique du Nordeste, se fit élire contre Lula en prétendant «faire la chasse aux maharadjas», c'est-à-dire aux corrompus. Deux ans après, surpris à confondre la bourse de l'État avec la sienne, il démissionna à la veille d'être destitué. On ne peut dire d'avance comment Bolsonaro gouvernera, mais son parti est très mi-

noritaire et, sans changement radical du système politique et électoral, il devra faire avec des députés, sénateurs et gouverneurs pour qui la combine et la corruption sont les deux mamelles de la politique. Même si nombre des élus du 7 octobre se réclament de lui, ils n'ont pas changé, et on ne les nourrira pas d'eau fraîche.

À COUP SÛR, UNE POLITIQUE RÉACTIONNAIRE

Aux principaux problèmes qui se posent aux Brésiliens, crise sociale, violence et corruption, Bolsonaro n'oppose donc que des déclarations d'intentions et l'exemple mythifié de la dictature. Il se veut un homme providentiel, représentant direct de la patrie et de Dieu. C'est à coup sûr un réactionnaire de la pire espèce, et son élection conforte tous les misogynes et les homophobes, qui multiplient déjà les agressions.

Deviner ce qu'il fera est une autre affaire. Sur bien des points, on ne sait même pas ce qu'il pense. Être pour Dieu et la patrie n'est pas un programme. Il est pour l'armée, la police et l'armement de la population, ce

qui annonce plus de violence et d'arbitraire. Il veut réduire la législation du travail et continuera sans doute les réformes voulues par le patronat, en particulier celle des retraites, entamée par Dilma Rousseff, poursuivie par son successeur Temer, et toujours inachevée. La violence de ses expressions cache souvent le vide de son programme, mais c'est aussi un programme, l'affirmation de sa poigne, d'une société plus autoritaire, dont il trouve le modèle dans la dictature.

Mais ce qu'il fera réellement, plus qu'un éventuel programme, ce sont la crise et ses développements qui en décideront. Les mesures qu'il prendra iront à coup sûr contre la classe ouvrière et ses intérêts immédiats et lointains. Cette classe est forte de 100 millions de travailleurs. Malgré son actuelle apathie, elle a dans le passé mené des luttes d'ampleur contre le patronat et, en son temps, contre la dictature. À condition de se remobiliser sur le plan économique et politique, elle est la seule capable d'ouvrir une issue à la crise actuelle, qui propulse Bolsonaro à la présidence de la sixième puissance économique mondiale.

19 octobre 2018



MUTINS DE PANGÉE

Quand les travailleurs brésiliens prenaient leur sort en main, à la fin des années 1970.



Russie : la réforme antiouvrière des retraites

Le président russe, Vladimir Poutine, a promulgué début octobre une loi qui repousse fortement l'âge de départ en retraite. Annoncée le 15 juin, cette réforme a aussitôt suscité l'indignation, puis des marches et rassemblements de protestation durant trois mois. Elle a aussi, une première, terni l'image que Poutine s'emploie à donner de lui : celle d'un chef attentif au bonheur de son peuple. Selon le centre russe d'étude de l'opinion publique VTsIOM, entre le mois de mai, après la réélection (avec 75 % des suffrages) de Poutine à la tête de la Fédération de Russie, et le mois de juillet, sa cote de popularité a fondu de 80 % à 64 %. Elle vient même de dévisser à 39 %, selon l'institut de sondage indépendant Levada. Il avait pourtant pris soin de laisser son Premier ministre, Dmitri Medvedev, annoncer la chose et en porter l'impopularité, en laissant dire que lui, Poutine, en désapprouvait certaines modalités.

UN BONAPARTISME ÉCORNÉ

En près de vingt ans d'exercice du pouvoir depuis qu'Eltsine l'avait choisi pour lui succéder, Poutine avait jusqu'alors réussi à continuer d'apparaître comme un autocrate certes, mais soucieux de la Russie et de son peuple, malgré moult secousses : seconde guerre de Tchétchénie, sanglants attentats massifs, chute du pouvoir d'achat après 2008, répercussions des sanctions occidentales après 2014, dépréciation continue du rouble, affaires de corruption à grande échelle et de fraude électorale.

Cela lui a permis d'obtenir un relatif consensus populaire. Et s'appuyant dessus, il a pu assurer une certaine stabilité et paix sociale aux millions de bureaucrates dont il est le représentant.

Après la décennie 1990 où l'État se retrouva la proie d'un groupe étroit d'affairistes-ma-

fioux, Poutine a rendu aux bureaucrates leur statut de caste dominante, et les privilèges qui vont avec. Mais il a aussi réussi à peaufiner une image de Bonaparte qui tiendrait la dragée haute aux puissants et briderait leurs appétits quand ils veulent s'en prendre aux « petits ». Bien sûr, le rouleau compresseur de la propagande officielle y est pour beaucoup avec le contrôle des grandes chaînes de télévision et le fait que cette figure du « bon tsar » est constamment mise en avant par tous ceux qui exercent une responsabilité dans l'appareil d'État. S'ajoutent à cela les apparitions de Poutine à la télévision aux heures de grande écoute, où il distribue bons et mauvais points. On le voit critiquer tel ministre. Et il se donne le rôle de celui qui défend les humbles et les ouvriers face à un magnat, auquel il intime l'ordre en direct de ne pas fermer son usine. Ou quand il menace de prison des oligarques que vomit la population, car elle sait

qu'ils lui ont volé leur fortune insolente. Ou encore quand il dénonce un bureaucrate choisi comme bouc émissaire d'une énième campagne contre la corruption, ce fléau qui empoisonne toute la vie sociale.

Sur fond d'une politique qui essaye de ne pas provoquer frontalement les travailleurs (même si le pouvoir a mené bien d'autres attaques contre eux avec la monétarisation des avantages en nature des personnes âgées, la réforme de l'éducation...), Poutine a pu conforter sa stature de chef au-dessus de la mêlée. Ce qui est un élément essentiel dans un régime de type bonapartiste à même de défendre les intérêts d'une couche de parasites tenant les commandes de l'État : la bureaucratie russe.

Or, même si la grogne de cet été n'a pas fait descendre des foules dans la rue – nous y reviendrons –, elle a, en rejetant une décision du pouvoir, affaibli au moins pour un temps ce dernier et celui qui l'incarne



DR



DR

Manifestation à Moscou contre le relèvement de l'âge de départ en retraite.

Зачем подняли налоги и пенсионный возраст?

Я тут ни при чем, у вас нет доказательств!

– Pourquoi avez-vous augmenté les impôts et l'âge de la retraite ?
– Je n'y suis pour rien. Et puis vous n'avez pas de preuves !



DR

au sommet. Bien que cette contestation ait cessé de se manifester fin septembre, les autorités restent prudentes. Cela témoigne, sinon de leur crainte que le mouvement ressurgisse à brève échéance, du moins de leur souci de marcher sur des œufs lorsque des dizaines de millions d'actifs et retraités ont le sentiment que le pouvoir s'en prend à eux. Tout se passe comme si les sommets dirigeants de la bureaucratie – qui s'inscrivent dans une tradition tendant, tant que faire se peut, à éviter les conflits sociaux, qui fut celle de la bureaucratie soviétique de Khrouchtchev à Brejnev et Gorbatchev –, cherchaient à éviter de réveiller un ours dont ils ont tout lieu de craindre les réactions.

LE COUP D'ENVOI DU MONDIAL, ET DE LA CONTESTATION SOCIALE

On l'a vérifié lorsque le Kremlin annonça son intention de réformer les retraites. La date qu'il avait choisie : le jour même où s'ouvrait le Mondial de football en Russie au milieu de festivités gigantesques, et les précautions qu'il avait prises – le droit de manifester, déjà fort restreint, fut supprimé dans la douzaine de villes accueillant les compétitions – indiquent qu'il savait comment la population accueillerait la nouvelle. Très mal.

Et pour cause : il repoussait l'âge de départ en retraite de 60 à 65 ans pour les hommes et de 55 à 63 ans pour les femmes. Devoir travailler huit ans de plus pour celles-ci et cinq ans pour ceux-là, quel recul ! Et cela d'autant plus que le pouvoir s'en prenait à l'un des rares acquis sociaux restant de la période soviétique. Depuis qu'en 1932 on avait fixé à 55 et 60 ans l'âge légal de la retraite, cette norme inchangée quatre-vingt six ans durant,

semblait intouchable. Et cela malgré le stalinisme, la guerre, la stagnation brejnévienne, la perestroïka, l'effondrement du niveau de vie de la population consécutive au démantèlement de l'URSS, le chaos généralisé de l'ère Eltsine...

Et puis, Poutine lui-même avait pris l'engagement de ne pas y toucher lors d'une précédente campagne présidentielle. D'ailleurs, quatre mois avant son annonce-coup de massue, il n'avait fait nulle allusion à ce projet lors de sa campagne 2018.

La réforme faisait pourtant déjà partie des urgences du Kremlin. Medvedev l'a avoué. Et même s'il a précisé que sa mise en œuvre s'étalerait dans le temps, l'émotion fut générale. En Russie, l'espérance de vie des hommes n'atteint pas 66 ans en moyenne : allait-on les faire travailler jusqu'à la mort ? Quant aux femmes, dont les pensions sont si faibles que beaucoup les complètent d'une façon ou d'une autre, allaient-elles devoir trimer huit années de plus ? Une perspective insupportable car, la retraite venue, si elles n'ont pas un emploi à l'extérieur, c'est souvent qu'elles en ont un dans leur famille. Elles gardent fréquemment des enfants en bas âge, faute de places en crèche à un coût abordable, afin que les deux parents puissent travailler, un seul salaire ne suffisant pas dans les classes populaires et laborieuses. Surtout quand ladite famille doit aussi subvenir aux besoins d'une ou deux grand-mères, ce qui est fréquent.

Le Kremlin s'attendait donc à des réactions bien plus vastes que la contestation qui, périodiquement, mobilise des milliers de manifestants contre la corruption du régime ou contre la fraude électorale. De surcroît, cette fois, ce n'est plus tant la petite bourgeoisie que le pouvoir risquait de voir descendre

dans la rue contre lui, mais des forces venues du monde du travail, des salariés, des retraités, des jeunes se sentant eux aussi concernés en tant que futurs salariés.

ENTRE SYNDICATS DE COLLABORATION DE CLASSE ET SYNDICATS DITS CONTESTATAIRES

Dès l'annonce de la réforme, une pétition circula qui exigeait son annulation. Elle recueillit près de trois millions de signatures en moins d'une semaine. Du jamais vu. Une semaine encore, et des rassemblements furent appelés un peu partout par un « comité d'organisation du mouvement Le peuple est contre » qui venait de se former.

À l'origine de la pétition se trouvait la KTR (Confédération du travail de Russie), qui chapeaute des syndicats plus ou moins considérés comme contestataires : Novoprof, ChPLS (personnel du transport aérien), Pedagog, Deystvié (« Action », personnel médical) ou le MPRA, initialement lancé dans l'automobile.

À l'opposé de ces syndicats, on trouve la Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR), dont les membres, en réalité inféodés aux autorités et aux directions des entreprises, ont le soutien du pouvoir. Ils sont les héritiers des mal nommés syndicats soviétiques, des institutions de la machine bureaucratique qui servaient à gérer les « œuvres sociales » : attribution de logements, de séjours en colonies de vacances, en maisons de repos, etc. Leur fonction essentielle était de garantir la paix sociale en lissant les relations direction-personnel, et quand cela ne suffisait plus, en s'opposant aux travailleurs se mettant en grève. C'est pour faire oublier qu'ils avaient été des rouages du régime stalinien que, l'URSS

s'effondrant, ces appareils encadrant la classe ouvrière se baptisèrent indépendants. Le mot était alors en vogue dans les milieux de la bureaucratie, de la petite bourgeoisie et de l'intelligentsia parmi ceux qui, prétendant faire du neuf avec du vieux, s'employaient à « tout changer pour que rien ne change ». Sans surprise, la FNPR n'a pas combattu la réforme du Kremlin. Mais la sachant impopulaire, elle a voulu s'en démarquer, reprochant au gouvernement de ne pas avoir assez consulté avant de la lancer.

Quant aux nouveaux syndicats, ceux nés depuis quinze ou vingt ans en opposition à la politique de collaboration de classe ouverte des précédents, ils ont ici ou là aidé à organiser un « meeting », en fait un rassemblement. Dans telle ou telle ville, certains de leurs militants ont édité et fait circuler des tracts. Et même à Moscou, ils ont appelé à l'organisation de « volontaires du mouvement » parmi ceux qui, révoltés par la décision du gouvernement, avaient pris contact par téléphone ou sur les réseaux sociaux pour distribuer des milliers de tracts dans des lieux passants, chaque fois qu'une mobilisation était appelée à l'échelle nationale, et il y en eut plusieurs du 28 juin au 22 septembre.

L'influence limitée de ces nouveaux syndicats, leur peu de ressources matérielles et humaines expliquent bien sûr leur faible rôle dans le mouvement. Mais en partie seulement. Car aucun d'eux n'a dit vouloir organiser les travailleurs pour défendre leurs retraites, et encore moins n'a désigné le pouvoir comme l'ennemi des travailleurs. Au mieux, ils se sont bornés à demander, exiger qu'il renonce à ses attaques.

Et quand on en parle comme de syndicats « de contestation », ce n'est pas tant parce qu'ils

contesteraient le régime – ce n'est pas le cas – que parce que le régime leur a contesté, et conteste encore parfois, le droit d'exister comme structures indépendantes de lui.

Durant des années, les responsables politico-administratifs et ceux des entreprises ont voulu briser dans l'œuf toute tentative d'organiser les travailleurs hors du contrôle étroit des autorités. Les militants qui s'étaient fixé cette tâche la concevaient dans un cadre qu'ils voulaient presque toujours limiter à l'activité syndicale. Une activité décrite par la plupart comme devant instaurer des relations prétendues normales, apaisées, entre employeurs et salariés. Ils opposaient – et opposent encore – la situation régnant en Russie à celle de l'Europe de l'Ouest, voire d'Amérique du Nord, qu'ils donnent de fait en exemple en l'idéalisant fortement. Quant aux centrales syndicales occidentales qui les aidaient, et les aident encore souvent sur bien des plans, elles insistaient sur la nécessité de développer un syndicalisme de réforme et d'accompagnement, ne visant pas à contester et encore moins à renverser un système social d'exploitation, mais visant à s'y intégrer en travaillant autant que possible main dans la main avec l'État et les employeurs.

C'était évidemment bien loin de la situation que connaissaient ces militants quand ils se retrouvaient systématiquement licenciés, menacés par les hommes de main du patronat et/ou du pouvoir (dont la FSB, la police politique héritière du KGB), voire agressés à la sortie du travail ou chez eux devant leurs enfants. Et certains de ceux que cela n'a fait changer ni d'emploi ni de région y ont même parfois laissé la vie.

Le gouverneur régional de Kalouga, la ville où se trouvent des usines Volkswagen,

PSA-Mitsubishi, Benteler, etc., objets de tous ses soins, avait récemment fait interdire par la justice le MPRA qui y avait mené des grèves et organisé des centaines d'ouvriers. Sous la pression des autorités, les instances du MPRA avaient fini par écarter des organisateurs syndicaux trop efficaces. Ce syndicat continuant d'agir, le gouverneur avait fait donner les tribunaux au prétexte que le MPRA critiquait des mesures sociales du gouvernement et entretenait des liens avec des syndicats ouest-européens.

La Cour suprême a cassé le jugement interdisant le MPRA. Mais l'accusation d'être un agent de l'étranger, avec la conséquence de devoir se déclarer tel sous peine d'être dissout, a été et est encore utilisée contre des syndicats, des ONG, des partis, des associations, qui échappent au contrôle des autorités en ayant des sources de financement extérieures, ce qui leur donne des moyens d'agir supérieurs à ce que leur permettraient les cotisations de leurs adhérents. En ce domaine, le pouvoir a usé successivement du « knout (le fouet) et du pain d'épices », version russe de la carotte et du bâton. Il a brandi cette menace d'interdiction pour attacher à sa sphère ces nouveaux syndicats, en leur offrant ensuite de financer certaines de leurs dépenses, tel le salaire d'organiseurs et de permanents pris en charge au plus haut niveau : celui de l'Administration présidentielle, un appareil du Kremlin ne dépendant que de Poutine.

Ces syndicats, dont les moyens de fonctionner ont donc été en partie repris en main par le pouvoir, n'ont jamais été très contestataires, surtout au niveau de leurs instances dirigeantes. Ce qui leur a valu une réputation de radicalisme, c'est de s'être constitués malgré la répression du pouvoir.



Grévistes syndiqués du MPRA de l'entreprise de pièces auto PDK, à Dzerjinsk, fin 2015.

UNE OPPOSITION PRESSÉE DE RENTRER DANS LE RANG

Cet été, même quand des meetings étaient autorisés, et dans ce cas loin des centres-villes, ils ont rarement rassemblé plus de quelques milliers de participants, sauf à Moscou. Et alors que les médias russes interviewaient des gens dans la rue qui répondaient : « Nous sommes tous contre la réforme des retraites », on peut se demander pourquoi la participation aux actions de protestation est restée assez faible.

Il y a d'abord le fait que les syndicats se voulant co-organisateurs du mouvement n'ont pas voulu s'adresser aux travailleurs sur leurs lieux de travail, alors que la réforme les attaquait en tant que travailleurs.

En revanche, la KTR n'oublia pas de mobiliser médias et chaînes de télévision quand elle porta des dizaines de cartons remplis de sa pétition à

la Douma d'État, en les remettant devant les caméras au vice-président d'un parti, Russie juste, qui n'a jamais prétendu défendre les intérêts des travailleurs. Il s'agit d'un parti dit d'opposition, bien que le Kremlin l'ait jadis porté sur les fonts baptismaux pour qu'il taille des croupières au Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF) qui, depuis la fin de l'URSS, recueille de loin les meilleurs scores électoraux de ce qui tient lieu d'opposition. Une opposition sans réel programme, qui joue le rôle d'accessoire du décorum démocratique, de figurant toléré tant qu'elle ne remet pas en cause ce que le pouvoir juge fondamental : l'union sacrée derrière l'État, son chef et les intérêts de la bureaucratie qu'il défend. Sur ce terrain, même s'ils peuvent paraître concurrents, le KPRF néostalinien et nationaliste fait la paire avec notamment Russie juste qui, il n'y a pas si longtemps, s'appelait d'ailleurs Russie juste-La Patrie !

Des syndicalistes en vue de la KTR appartiennent à la direction de Russie juste, d'autres, tel un dirigeant du MPRA, se présentent aux législatives sous le drapeau du parti Yabloko, (La Pomme), qui depuis plus de vingt ans s'affiche libéral au sens de pro-marché et de pro-occidental... Ces quelques exemples soulignent dans quelle direction politique et sociale regardent la plupart des partis et syndicats qui prétendaient diriger le refus de la réforme des retraites. Cela, même si de tout petits groupes d'extrême gauche s'y sont associés en espérant trouver l'oreille de quelques-uns de ces syndicalistes.

Pour des partis comme le KPRF, ce mouvement venait à point nommé, des élections partielles de gouverneurs devant se tenir à la fin de l'été. Le KPRF y vit l'occasion de redorer son blason, se posant en principal opposant à la réforme. De fait, un peu partout il a amélioré ses scores. Dans le grand port

d'Extrême-Orient, Vladivostok, son candidat a même, malgré une fraude massive, devancé le candidat sortant que Poutine soutenait personnellement.

D'autres partis ont aussi voulu se montrer en se donnant une coloration sociale à peu de frais, car ils ne firent guère plus que donner de quoi éditer quelques tracts. Le KPRF fit figure d'exception qui, jusqu'aux élections, affréta des cars pour transporter à Moscou, tous frais payés, des sympathisants de villes voisines. Mais toujours dans des limites acceptables par le pouvoir; et dès les premières mobilisations, il apparut que leurs principaux organisateurs ne voulaient pas que la contestation s'étende. Et surtout pas sur le terrain social.

Ces partis ont joué là leur rôle habituel d'opposition responsable. Quant à la KTR et aux syndicats, qui lui sont ou affiliés ou proches, ils n'ont pas agi différemment.

On le vit clairement fin août, quand Poutine se décida à intervenir sur les retraites. À son habitude, il campa le personnage de l'arbitre: il mit en cause son Premier ministre (qui avait agi sous ses ordres), disant « incorrect » d'allonger ainsi la durée de vie au travail pour les femmes. Le gouvernement devait la ramener de huit à cinq ans et introduire des exceptions pour les mères de famille nombreuse, et pour celles ou ceux qui exercent des métiers pénibles ou dangereux.

Ce mini-recul programmé était destiné à faire passer le reste. Pour cela, Poutine joua sur la peur. La réforme ne peut « être reportée davantage », sinon « cela peut menacer la stabilité de la société et la sécurité du pays », car, pour financer les retraites, « nous serons contraints de nous emprunter dans les dettes ou d'emprunter de l'argent sans provisions, avec comme conséquence l'hyperinflation et la

hausse de la pauvreté ». N'était-ce la langue utilisée, ce discours, bien d'autres dirigeants de par le monde le servent aux exploités pour justifier de nouvelles attaques, et pas seulement sur le front des retraites.

LA BUREAUCRATIE FAIT PAYER À LA POPULATION LA CRISE DU SYSTÈME

S'agissant de la Russie, c'est un fait qu'elle subit une grave crise démographique depuis la fin de l'URSS. Sa population diminue sur le long terme, surtout dans les tranches d'âge qui entrent dans la vie active, malgré l'afflux de Russes venus d'autres ex-républiques soviétiques. Et malgré l'arrivée constante de migrants ukrainiens, moldaves, ouzbeks, tadjiks, kirghizes... en quête d'un emploi un peu mieux payé que chez eux, alors que l'économie russe manque toujours plus de bras

Selon des projections parues dans la presse, il n'y aura bientôt plus qu'un actif pour un retraité en Russie. En cause: l'effondrement du niveau de vie de la population à la suite de la disparition de l'URSS; la remontée de la mortalité, du fait de la disparition des systèmes gratuits de santé et de prévention; le recul de la natalité dans une population éduquée dont les salaires sont insuffisants pour élever plus d'un enfant, alors que nombre de femmes et d'hommes voient en noir leur avenir en Russie. Et il y a ces jeunes diplômés de la classe moyenne qui en partent, préférant tenter leur chance à l'étranger dès qu'ils en ont l'occasion.

Mais ce dont découle fondamentalement cette crise, c'est le pillage continu de l'économie par la bureaucratie, le saccage des services publics, les dépenses militaires qui explosent pour que le Kremlin



Manifestante en 2018 à Moscou. « Tu luttas pour ton salaire et ton emploi? Boum! T'es un agent de l'étranger. »

puisse souler la population de discours patriotards et va-t-en-guerre, les entreprises qui ferment ou ont fortement réduit leur personnel...

Poutine ne serait pas à la place qu'il occupe s'il ne cherchait à reporter sur la population les conséquences humaines et financières de cette crise due à la bureaucratie qu'il représente. C'est ce que lui et son gouvernement ont fait avec l'allongement de l'âge de départ en retraite. C'est ce qu'ils ont fait, bien qu'il en ait été peu question dans les médias quand, en même temps, le pouvoir a relevé le taux de la TVA de 18 % à 20 %, augmenté les taxes sur l'essence et divers tarifs publics liés au logement...

Et quand Poutine prétend que l'argent va manquer pour les retraités, il oublie de préciser qu'en 2017 il a promulgué la loi Timtchenko qui, comblant les souhaits des nantis de Russie, facilite la fuite déjà massive des capitaux ; cela facilite en l'occurrence les transferts de fonds qu'ils effectuent vers les paradis fiscaux off-shore, alors que depuis plus de vingt-cinq ans cette hémorragie vide les caisses de l'État et épuise l'économie. Poutine passe sous silence les dizaines, les centaines de milliards d'euros, de dollars, etc., que les oligarques, mais aussi des millions de bureaucrates, des patrons d'entreprises privées, ont mis à l'abri à l'étranger, ou les propriétés d'un luxe effarant qu'ils se sont offertes en Toscane (tel Medvedev), sur la Côte d'Azur, aux États-Unis, à Londres et un peu partout en Russie, avec tout ce qu'ils ont volé et continuent de voler à la population.

Fin août, quand Poutine affirma aux téléspectateurs de tout le pays qu'il n'y avait pas le choix, il mentait en direct. Mais

cela a suffi à la plupart des dirigeants politiques et syndicaux du mouvement contre la réforme pour qu'ils s'en retirent (telle la KTR) ou se rallient (tels Russie juste, puis le KPRF) au projet amendé par Poutine. Du coup, le 22 septembre, il n'y eut guère que le KPRF pour appeler à une journée d'action, ce qui lui permit d'apparaître comme tenant bon, tout en n'ayant rien fait pour mobiliser même un peu largement sa base de sympathisants.

ET MAINTENANT ?

Nous ne savons pas ce que les travailleuses et travailleurs de la Russie ont retenu de cette première contestation nationale de la politique antisociale du pouvoir. Seule une organisation révolutionnaire militant dans la classe ouvrière en Russie pourrait le savoir. Mais l'on peut penser que ces trois mois auront laissé des traces plus ou moins profondes dans la conscience de millions de gens. Qu'ils aient participé ou pas à des rassemblements, le fait est qu'une large majorité de la population était contre. Contre la réforme, bien sûr. Contre ses auteurs, Medvedev et, c'est nouveau, Poutine qui jusqu'alors avait réussi à détourner la critique sociale de sa personne. En tout cas, des instituts russes de sondages le disent. Et il est probable que des pancartes de manifestants comme « *Cassez la tirelire des oligarques plutôt que celle des retraités* » ou « *La réforme des retraites vole les travailleurs* » ont trouvé un écho dans bien des têtes, en formulant sur la place publique une opposition entre « eux » et « nous », comme on dit en Russie, entre dirigeants et dirigés, entre privilégiés et travailleurs.

On constate aussi qu'aucun parti ou organisation ayant quelque influence n'a voulu s'adresser à la population sur ce terrain, avec des revendications qui ne s'en prennent pas seulement au pouvoir sur un plan matériel, mais avec un projet de défense politique des intérêts des travailleurs.

En Russie, les bureaucrates et les possédants ont des organisations à eux, du parti Russie unie à toutes sortes d'unions patronales. Même les partis qui, au Parlement, ont critiqué le recul de l'âge de départ en retraite, n'ont, au fil du mouvement de contestation de cette loi, joué d'autre rôle que celui de soupape de sécurité : ils ont permis que la pression sociale s'évacue sans dommage pour le système. Quant aux syndicats dits contestataires, leurs directions se sont bornées à signer des tracts et à suivre les prétendus partis d'opposition.

Combien de travailleurs, de manifestants en auront pris conscience ? Combien auront compris, au fil de ces mois de colère rentrée et parfois exprimée dans la rue que, face aux nantis, aux bureaucrates, aux parasites, aux gens du pouvoir et à ceux qui leur tiennent lieu d'opposition respectueuse, et face aussi aux démagogues nationalistes pro-bourgeois comme un Navalny, ce qui manque avant tout aux travailleurs de Russie, c'est un parti à eux, un parti révolutionnaire qui défende leurs intérêts politiques, ceux de leur classe, et donne la perspective du renversement de ce régime et de tous ceux qu'il sert ?

Nous ne le savons pas. Mais ce que nous savons, c'est que cela seul pourra assurer le salut des travailleurs de ce pays et que c'est dans cette voie qu'il faut aller.

22 octobre 2018



Le 13 octobre, grande manifestation à Berlin contre l'extrême droite, pour la liberté de circulation. À gauche, «Pont maritime plutôt que Seehofer» et, à droite, «Personne ne fuit sans raison».



Vue aérienne de la même manifestation. 250 000 personnes auraient manifesté ce jour-là.





Allemagne: la montée de l'extrême droite

Entre le 26 août et le 14 septembre, Chemnitz et Köthen, deux villes de l'est de l'Allemagne, ont successivement été le théâtre de manifestations d'extrême droite réunissant jusqu'à 6 000 personnes. Dans les deux cas, l'extrême droite s'est littéralement jetée sur des faits divers tragiques impliquant des demandeurs d'asile, pour les instrumentaliser à son profit.

Les premiers à réagir ont été divers groupements et partis de l'extrême droite violente : utilisant les réseaux sociaux, tout ce que le pays compte de nostalgiques du nazisme, identitaires, hooligans, habituellement rivaux, se sont cette fois regroupés.

Le pays a découvert, sidéré, des rassemblements dans lesquels des hommes faisaient le salut nazi, geste illégal en Allemagne, attendaient tout juste le crépuscule pour défiler en hurlant « *National-socialisme!* » ou « *Adolf Hitler!* » En marge des manifestations, certains se sont lancés dans des chasses collectives ; des groupes d'hommes cagoulés ont encerclé des personnes seules qu'ils prenaient pour des migrants, qui parfois étaient des Allemands d'origine immigrée ou des étudiants étrangers, pour les insulter ou exiger leurs papiers, parfois les tabasser. Des scènes qui auraient paru inimaginables il y a deux ou trois ans. Souvent, la police regardait et laissait faire.

L'AfD (Alternative für Deutschland), qui interdisait à ses membres toute manifestation en commun avec le mouvement anti-islam Pegida (fondé

en 2014 dans la ville voisine de Dresde), celui-ci sentant trop le soufre, leva cet interdit au printemps 2018, notamment sous la pression de ses sections les plus radicales, à l'Est. Et le 1^{er} septembre, pour la première fois, après plusieurs manifestations de néonazis, l'AfD assumait qu'un cortège emmené conjointement par AfD et Pegida défilait dans les rues aux yeux de tous, cortège dans lequel prirent place de simples citoyens se disant en colère ou apeurés par l'insécurité, mais aussi des néonazis et autres hooligans. L'AfD a donc franchi ce qu'elle-même présentait comme une ligne rouge, amplifiant l'audience de la fraction la plus violente de l'extrême droite, jusque-là marginale.

Tout cela a créé un choc dans un pays que beaucoup pensaient vacciné contre le fascisme. De fait, jusqu'à récemment, l'Allemagne était l'un des rares pays d'Europe à rester largement épargné par la montée de l'extrême droite, le racisme et le mirage du repli sur soi. Suite à son histoire tragique et grâce à l'importance de l'éducation et de la dénonciation de la période nazie en Allemagne, l'antisémitisme, le racisme et le

fascisme semblaient ne pas y avoir de place. Mais la manière même dont cette histoire a été racontée, rabâchant en permanence aux Allemands, depuis l'école primaire, que chacun porte personnellement et définitivement la responsabilité du génocide juif, a aussi créé un ras-le-bol que l'extrême droite ne se prive pas d'exploiter.

Quoi qu'il en soit, il est tragique de voir que, quatre-vingts ans après le cataclysme du nazisme, certains puissent ouvertement s'en réclamer aujourd'hui. Pour une partie sans doute, sans mesurer la portée de leur geste. Ainsi de cette femme qui, interrogée par une télévision dans une manifestation, répondait presque tranquillement : « *Je suis pour la nation et pour le socialisme. Si c'est cela le national-socialisme, eh bien d'accord, alors je suis nationale-socialiste.* »

Il existe, de longue date, plusieurs groupes ou groupuscules néonazis, mais ils étaient complètement marginalisés, traités en pestiférés. Les événements de septembre laissent penser qu'ils influencent désormais une partie de la population, encore très minoritaire certes.



FOCUS

Nachrichten > Politik > Deutschland > Betrug mit Asylbescheiden: Politiker wollen alle Bamf-Außenstellen kontrollieren

Konsequenz aus Bremer Bamf-Affäre

Betrug mit Asylbescheiden: Politiker wollen alle Bamf-Außenstellen kontrollieren



FOCUS

Printemps 2018. La presse a jugé le BAMF coupable de vendre des titres de séjour aux réfugiés. Quelques mois après une campagne calomnieuse, il ne reste rien d'un scandale monté par les réactionnaires.

Konsequenz aus Bremer Bamf-Affäre

Betrug mit Asylbescheiden: Politiker wollen alle Bamf-Außenstellen kontrollieren



RTL



BILD



Affiche de l'AFD dénonçant le BAMF. «Le M dans BAMF signifie Mafia plutôt que Migration»

LES RÉFUGIÉS, UNE AUBAINE POUR L'AFD

À la racine de la montée de l'AFD, comme partout, il y a la crise économique et la tentative d'hommes politiques de détourner de ses responsables la colère ou l'angoisse des populations qu'elle frappe.

La précarité a explosé ces

dernières années en Allemagne, et avec elle les bas salaires, le nombre de travailleurs pauvres, celui des femmes à temps partiel et donc à salaire partiel imposé. Là-bas aussi la crise économique appauvrit les classes laborieuses, sans aucune perspective de voir la situation s'arranger. C'est ce qui fait le terreau de l'extrême droite et, en ce sens,

ce qui se passe actuellement en Allemagne n'est pas original, ayant plutôt tendance à la rapprocher des pays voisins.

L'AFD, créée il y a cinq ans seulement, en février 2013, par des économistes, des universitaires et de petits patrons, dont beaucoup venaient de partis traditionnels, Union chrétienne-démocrate (CDU), Union

chrétienne-sociale (CSU) ou Parti libéral-démocrate (FDP), se voulait eurosceptique. La presse la surnommait alors « le parti des professeurs ».

Elle connut une première rupture lorsque F. Petry, en prenant la tête en 2015, l'orienta vers l'extrême droite, plaçant au premier plan le combat contre l'islam. L'AfD était en perte de vitesse et ce virage n'eut d'abord pas d'effet. À l'été 2015 ce parti était donné pour moribond par certains commentateurs, peu perspicaces au regard de ce qui se jouait dans d'autres pays. Mais à la fin de l'été 2015, la crise des réfugiés fut sa chance. Le président actuel de l'AfD, A. Gauland (membre de la CDU pendant trente ans), le dit d'ailleurs ouvertement, et exactement de cette manière : l'arrivée des réfugiés en Allemagne représenta « *un magnifique cadeau* » pour son parti.

S'il est faux de prétendre que l'arrivée des réfugiés aurait fait monter l'extrême droite en Allemagne, il est clair que l'AfD sut utiliser cette question en focalisant le débat sur les réfugiés et sur la haine des « élites ». L'AfD, observant le discrédit qui touchait l'ensemble de la classe politique, s'est en effet positionnée comme anti-système, anti-establishment, en essayant de se faire passer pour le renouveau.

Dès lors, l'AfD se mit à vociférer contre les migrants musulmans, « *l'immigration de masse* » ou « *le chaos de l'asile* ». Ce langage était inédit en Allemagne, comme le fait de rendre les migrants responsables des problèmes du pays. La violence des attaques contre Angela Merkel et sa politique d'accueil ébranlait également l'habitude de relations plus policées entre partis politiques. C'était là encore une attitude très étudiée, destinée à renforcer l'apparence d'un parti prêt à en découdre, disant tout haut

ce que les hommes politiques n'osent jamais dire, faisant voler en éclats le consensus entre privilégiés.

L'AFD SE NOURRIT DE LA CRISE GOUVERNEMENTALE ET L'AGGRAVE

Les partis qui depuis 1949 se succèdent au pouvoir (CDU, SPD, FDP), recueillant ensemble la quasi-totalité des voix, sont tous discrédités. Les institutions qui passaient pour solides et stables sont entrées en période de turbulences. L'usure des sociaux-démocrates est la plus ancienne, datant d'une quinzaine d'années : le SPD ne s'est jamais remis d'avoir dirigé la mise en place des lois Hartz s'attaquant aux chômeurs et répandant le fléau de la précarité. Les élections législatives de septembre 2017 ont montré une nette usure de la CSU (en Bavière), confirmée par le scrutin du 14 octobre 2018. Ce parti qui vitupère contre Merkel est celui qui a perdu le plus de voix au profit de l'AfD, bien plus que la CDU de Merkel. Mais l'électorat de tous les partis gouvernementaux a subi une érosion : en 2017, les partis de l'actuelle grande coalition, CDU, CSU et SPD, ne totalisaient plus que 53,5 % de l'ensemble des suffrages exprimés, niveau le plus bas jamais atteint.

Il y a un an, situation inédite, la chancelière a eu beau sortir encore une fois victorieuse des élections après treize ans de pouvoir, elle a mis près de six mois à former un gouvernement. Aucune majorité ne se dégageait clairement, tant les voix étaient éparpillées, et un peu tous les types de coalitions (sauf avec l'AfD) furent envisagés. C'est pourtant bien l'ombre du succès de l'AfD, forte de ses 12,6 % des voix, qui planait sur les négociations. Le FDP (libéraux) claqua la porte ; le SPD qui avait exclu d'entrer au gouvernement finit par s'y résoudre

à contre-cœur, conscient qu'il allait accélérer son déclin.

Pendant ces négociations, les difficultés étaient aggravées, déjà, par l'attitude de la CSU qui multipliait ses exigences, toutes dans le sens de l'extrême droite. Son patron H. Seehofer s'arc-bouta sur un plafond annuel de migrants dans le contrat de coalition. Même si ce nombre, de l'ordre de 200 000 personnes, n'était pas négligeable et en tout cas était supérieur aux arrivées effectives en 2017, il en faisait une question de rapport de force avec la chancelière, qui de son côté refusait de plafonner par avance un droit aussi fondamental que le droit d'asile.

Dès la formation du gouvernement, la crise entre CDU et CSU porta donc surtout sur la politique migratoire. L'autre partenaire de la coalition, le SPD, était pour ainsi dire inexistant. Faisant la course à droite pour retrouver des électeurs partis vers l'AfD, Seehofer, devenu ministre de l'Intérieur d'A. Merkel, réclama toujours plus de restrictions au droit d'asile. Merkel, résistant un temps, finit en général par céder, pour sauver sa coalition. Fin juin, Seehofer alla jusqu'à déclarer qu'il sortirait unilatéralement des accords de Dublin, menaçant donc de renvoyer les migrants ayant transité par un autre pays européen vers ce pays. Il n'en avait absolument pas le pouvoir, mais qu'à cela ne tienne. Soutenant l'AfD pour faire des migrants le sujet dominant la vie politique, il la renforçait.

Un an après les élections, la chancelière, après avoir si souvent fini par céder aux exigences de la CSU, apparaît politiquement très affaiblie. La fragile coalition s'enfonça d'une crise gouvernementale dans l'autre, toutes plus ou moins provoquées par la CSU. La CDU se divisa à l'extrême, écartelée entre la voie modérée qu'in-

carne Merkel et la tentation de l'extrême droite. Ainsi la montée de l'AfD, conséquence de la crise de confiance que traversent les partis traditionnels, amplifie grandement cette crise.

Au mois d'avril, dans une ville du Nord-Ouest, Brême, un scandale éclatait autour du BAMF, l'Office fédéral chargé d'accorder les titres de séjour et l'asile politique. Le BAMF de Brême était soupçonné d'accorder l'asile beaucoup trop largement. Le scandale fit la une de l'actualité pendant plusieurs semaines, monté en sauce par les conservateurs et l'extrême droite, toujours dans le but de polariser le discours public et d'affaiblir la chancelière. La directrice de cet office dut démissionner; une violente campagne l'accusa, ainsi que les autres employés, d'avoir monté un système de fraude, d'avoir fait venir des réfugiés d'autres régions pour leur vendre des papiers sans examen de leur situation. Ils furent accusés de négligences graves, de tricheries, de corruption, traités comme des criminels. Le BAMF dans son ensemble fut mis sur la sellette et, une fois encore, l'objectif était d'atteindre, au-delà, la chancelière, que l'on présentait comme dépassée par une immigration chaotique.

Mais lorsque, après trois mois d'investigation, les réfugiés concernés eurent fait l'objet d'une révision de leur situation, le résultat fut éloquent: dans 99,3 % des cas, les précédentes décisions d'asile (du BAMF, donc) étaient validées! Nulle erreur, encore moins de tromperie organisée. Évidemment, cette information-là, début septembre, ne fit pas la une des journaux, ne passa pas en boucle sur les médias, ne fut pas commentée par Seehofer: elle dut se contenter de notes laconiques en pages intérieures.

Une autre crise gouvernementale fut déclenchée lors

des manifestations d'extrême droite par un homme jusque-là inconnu du public, le chef de l'Office fédéral de protection de la Constitution, Hans-Georg Maassen. Quelques jours après que Merkel eut dénoncé les fauteurs de haine et de lynchage à Chemnitz, Maassen, dont le rôle en tant que responsable du renseignement intérieur n'est absolument pas de prendre position publiquement, la contredisait dans une interview accordée au journal le plus lu d'Allemagne, le tabloïd *Bild*. Censé disposer du maximum d'informations, il niait que des personnes aient été traquées, parlant même de fausse vidéo destinée à détourner la colère légitime vers un fait secondaire au lieu de s'en prendre aux vrais criminels (sous-entendu les réfugiés). Plusieurs responsables politiques de la CDU et de la CSU choisirent de lui emboîter le pas. Le message destiné à l'extrême droite était on ne peut plus clair: au cœur de la haute administration, des gens sont de votre côté. Au-delà du cas de Maassen, les événements de septembre ont levé un coin du voile sur les liens entre l'extrême droite et une partie de l'appareil d'État, notamment dans la police, mais aussi l'armée, la justice, les milieux politiques de droite.

Merkel elle-même voulut aplanir les choses, minimiser le sens de l'incident, jusqu'au moment où les voix exigeant le limogeage de Maassen se firent plus fortes. La coalition gouvernementale menaçait à nouveau d'exploser. Jusqu'au bout, il conserva le plein soutien de son supérieur, le ministre de l'Intérieur Seehofer. Et lorsqu'il fut finalement destitué, Seehofer obtint de ses partenaires de coalition que, ultime provocation, Maassen devienne son secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur! Il lui offrait une promotion, envoyant par là-même aux nervis d'extrême droite le signal qu'ils pouvaient

continuer en toute impunité. Devant le tollé, il dut finalement reculer, mais sans que Maassen ait été sanctionné. Les provocations de Seehofer, expressions de la crise politique, mettent en évidence l'impuissance de Merkel et du SPD; aggravant la crise, cela donne en outre l'impression que ceux qui gouvernent sont des incapables ou des bouffons.

UN PARTI QUI JOUE SUR DEUX TABLEAUX, ENTRE RESPECTABILITÉ ET PROVOCATIONS

L'AfD est actuellement le parti qui capitalise cette montée de l'extrême droite. Depuis son origine en 2013, il connaît à la fois une ascension très rapide et de profondes mutations.

Deux ans après avoir pris la tête du parti pour le radicaliser, F. Petry fut à son tour mise sur la touche. Lors des législatives de 2017, l'AfD mena une campagne ignoble contre les migrants, notamment à l'Est. Certains de ses porte-parole rompirent avec une autre forme de consensus, rejetant le discours officiel sur la culpabilité collective liée au nazisme, voire inaugurant un discours révisionniste. Alors que les néonazis, dans le but de relativiser les crimes nazis, commémorent chaque année les bombardements alliés ayant détruit Dresde en février 1945, réclamant pour le peuple allemand le droit de pleurer « ses victimes », l'AfD s'empara de cette vision du passé. Björn Höcke, un dirigeant de l'AfD de Thuringe passé par les jeunesses de la CDU et lié au mouvement identitaire autrichien, prononça un discours retentissant sur la politique mémorielle. Il s'indigna que son pays soit le seul à avoir placé au cœur de sa capitale un « monument de la honte » (celui aux victimes du génocide), puis revendiqua « une vision positive de notre histoire ».

C'en était trop pour Petry, qui craignait que de tels discours ne fassent fuir les électeurs. Elle-même cherchait une option réaliste pour arriver au pouvoir dès 2021 – par les élections, donc, et nécessairement dans le cadre d'une coalition. Elle tenta de faire exclure Höcke, mais c'était désormais elle qui se trouvait en minorité, ce qu'elle entérina en démissionnant à son tour de l'AfD dès le lendemain de son élection comme députée, en septembre 2017.

Forte de ses 12,6 % en moyenne nationale, le 24 septembre 2017 l'AfD entra au Bundestag (Parlement fédéral) avec 92 députés. Jamais depuis 1953, malgré la proportionnelle (avec barre à 5%), un parti d'extrême droite n'y avait eu d' élu. Au tournant des années 1960-1970, le parti d'extrême droite NPD a pu siéger dans des Parlements régionaux, puis à l'Est ces dernières années, mais jamais il n'a été représenté au Bundestag. L'AfD, elle, y est bien présente, ainsi que, depuis l'élection bavaroise du 14 octobre, dans quinze des seize Parlements régionaux.

Le soir même des élections, Gauland déclara dans son registre de provocation permanente : « *Nous allons changer ce pays, faire la chasse à Mme Merkel.* » Le ton était donné.

Suivant Höcke, il s'attaqua à la version officielle du passé de l'Allemagne, déclarant à l'été 2018 : « *Hitler et les nazis ne sont qu'une fiente d'oiseau à l'échelle de plus de mille ans d'histoire glorieuse.* » Ces dérapages à la Le Pen père sont bien contrôlés, la stratégie assumée. En atteste un document interne de 2017 qui donne pour objectif de « *planifier minutieusement des provocations* ». L'AfD, parti à deux visages, veut voir jusqu'où il peut aller pour séduire les plus radicaux et garder la possibilité d'accéder à la mangeoire gouvernementale par les voies

classiques. Ce faisant, le curseur de ce qui est ou non dicible en Allemagne s'est nettement décalé.

La fermeture des frontières, les amalgames entre migrants et criminels, la place de l'islam, etc., sont devenus des sujets centraux, ce qui n'était absolument pas le cas avant 2016. Les événements de Chemnitz et Köthen montrent que l'AfD a donné une visibilité à la fraction la plus violente de l'extrême droite qui attendait tapie dans l'ombre. Désormais, même les références au nazisme ou l'expression d'une admiration pour Hitler choquent moins. L'AfD exerce une influence, et est parvenue à polariser le débat politique national, bien au-delà de ses scores électoraux.

Ce parti, hétérogène et qui se radicalise rapidement, est composé d'anciens des partis conservateurs, CDU, CSU, FDP (et même quelques transfuges du SPD); tandis qu'une fraction de ses membres sont issus de groupes d'extrême droite (NPD, die Republikaner). Son hétérogénéité est également géographique, l'AfD étant globalement plus modérée à l'Ouest. Après le tollé provoqué par Chemnitz, la direction est ainsi revenue en arrière, demandant à ses adhérents de ne participer qu'à des manifestations du parti, pour ne pas être assimilés aux néonazis. Ce à quoi la direction régionale de Saxe a répondu qu'elle pensait ne pas se tenir à cette consigne et qu'elle continuerait de manifester avec Pegida. À l'inverse, le responsable du parti à Hamburg a claqué la porte de l'AfD suite aux mêmes événements.

Jusqu'à-là, l'AfD existait surtout électoralement. Depuis un an, elle s'est servie de son audience, notamment par ses députés, pour populariser un discours de haine raciste, anti-islam surtout et antisémite. Par ses succès, elle a donné des ailes aux adeptes du

coup de poing. Les événements récents mettent en évidence un processus, ils rendent concret le mécanisme, montrant comment la montée électorale de l'extrême droite peut brutalement se transformer en autre chose. L'AfD, qui malgré ses provocations se voulait parti respectable, refusant même l'étiquette d'extrême droite, a pour la première fois, malgré les tabassages et les chants nazis, manifesté avec des groupes pro-nazis déclarés. Et son audience a permis à ces gens-là de sortir du bois, pour menacer, invectiver, intimider. Mi-septembre, un groupe a d'ailleurs été démantelé à Chemnitz, qui préparait des attentats contre des migrants et contre des militants de gauche.

Avec l'approfondissement de la crise, ce genre de processus peut se reproduire et se généraliser, y compris bien sûr en France avec le Rassemblement national, qui compte également un certain nombre de nostalgiques ou de partisans de la manière forte. L'avenir n'est pas écrit, ni en Allemagne ni nulle part. Mais il est important de comprendre la signification de ce qui se joue et la menace que cela recèle.

LA CSU SE RADICALISE, LA CDU ÉCARTELÉE

L'AfD cible beaucoup Merkel dans ses attaques et, depuis des années, « *Merkel, dégage!* » est l'un de ses principaux slogans de manifestation. Pourtant, une partie de l'Union (CDU et CSU) est attirée par l'AfD. Certains responsables CDU locaux, notamment dans les régions où ils sont les plus à droite et où l'AfD est particulièrement forte, réfléchissent à un rapprochement avec elle. De l'autre côté, Gauland déclarait encore récemment que son parti était prêt à gouverner avec une CDU revenue à la raison.

Il n'est donc pas si étonnant qu'en septembre plusieurs dirigeants CDU-CSU aient été prompts à exprimer leur compréhension à l'égard des manifestants d'extrême droite, ni qu'ils aient minimisé les violences commises.

Depuis le succès électoral de l'AfD il y a un an, la CSU est habitée par une obsession : le risque de perdre sa majorité absolue au Parlement régional de Bavière. Ce n'est arrivé qu'une seule fois depuis 1962, et pour elle Bavière et CSU sont synonymes. Elle a en conséquence considérablement durci son discours contre les migrants, jusqu'à adopter le langage de l'AfD. Lancées dans cette surenchère, les deux formations n'ont eu de cesse de radicaliser leur discours. À la manière de l'extrême droite, les Seehofer, Markus Söder (ministre-président de Bavière), Alexander Dobrindt ont multiplié les sorties racistes. Söder a imposé des crucifix dans tous les bâtiments publics de Bavière, ce qui a été unanimement interprété comme un geste dirigé contre les musulmans – même l'Église l'a critiqué. Le Parlement bavarois a fait voter une loi renforçant considérablement les pouvoirs de la police, permettant par exemple de mettre sur écoute n'importe quel habitant de Bavière, ce qui au printemps 2018 a fait descendre dans la rue une foule considérable, notamment à Munich.

Le moins que l'on puisse dire est que la tactique de la CSU ne lui réussit absolument pas. Ce parti, qui en 2013 recueillait encore 47,7% des suffrages (déjà en baisse), n'a cessé de s'enfoncer dans les sondages depuis qu'il suit ce cours. Les électeurs attirés par l'extrême droite préfèrent voter pour l'original, l'AfD, tandis que les modérés de son camp, en désaccord avec l'évolution politique récente, fuient vers les Verts ou l'abstention.

Le témoignage du capitaine du *Lifeline*, navire humanitaire de sauvetage, est à cet égard intéressant. Ce Bavarois de 57 ans, électeur de la CSU, dénonce la situation des ONG de sauvetage qu'on empêche de sauver de la noyade des femmes, des hommes et des enfants. Il est révolté par le cynisme des hommes politiques, citant par exemple la petite phrase de Söder sur « *le tourisme de l'asile* ». Il explique que les dirigeants CSU « *essayent de dépasser l'AfD par la droite, et sont en train de payer l'addition de cette politique* ». On ne le prendra plus à voter pour ce parti, il lui souhaite de plonger lors des élections.

Alors, trois semaines avant le scrutin, la CSU a pris un virage à 180 degrés. Tout à coup, faisant comme si l'AfD s'était dévoilée à Chemnitz et comme s'ils avaient soudainement compris sa vraie nature, les Seehofer et Söder se sont mis à l'attaquer, prenant un ton dramatique sur le danger du fascisme. Des attaques assez peu crédibles, après qu'ils se furent, pendant des mois, alignés sur l'AfD.

Le 14 octobre, jour des élections en Bavière, la CSU a finalement recueilli 37,2% des voix. Elle reste de loin le premier parti mais, à son échelle, après des décennies de majorité absolue, c'est un recul catastrophique. Le SPD perd tout autant de voix, mais en partant de beaucoup plus bas : il passe de 20,6% à 9,7%, sous la barre symbolique des 10% donc. Les Verts (écologistes) profitent le plus de la dispersion des voix et de la désaffection qui touche les grands partis gouvernementaux : ils doublent leur score et se retrouvent en deuxième position, avec 17,5% des voix. L'AfD n'était pas encore présente lors du précédent scrutin de 2013 ; avec 10,2% des voix, au moins elle n'améliore pas le score réalisé en Bavière lors

des législatives de 2017, mais pour la première fois le Parlement bavarois comptera des élus d'extrême droite.

La veille des élections bavaroises, samedi 13 septembre, une manifestation monstre a réuni à Berlin une foule considérable, peut-être plus de 200 000 personnes, protestant contre l'extrême droite. Depuis la fin août, ce genre de contre-manifestations a émaillé l'actualité, se déroulant dans de nombreuses villes, Chemnitz et Köthen d'abord, et aussi Munich, Hambourg, Essen ou Cologne. À Berlin, à l'initiative de la manifestation il y avait un collectif d'ONG, des syndicats, des partis dont Die Linke et des organisations religieuses (chrétiennes, musulmanes). Les organisateurs appelaient à protester non seulement contre l'extrême droite mais contre la montée des inégalités et de la misère, contre toutes les discriminations, contre la mort des réfugiés en mer Méditerranée. Des pancartes portaient comme slogans « *Pas de place pour les nazis* », « *Le sauvetage en mer n'est pas un crime* », ou encore « *Seebrücken au lieu de Seehofer* », qui est un jeu de mot très populaire sur le nom du ministre de l'Intérieur, signifiant à peu près « des ponts maritimes plutôt que des Seehofer ».

Tout le monde fut surpris par le raz-de-marée, et cette mobilisation est certes reconfortante. Il n'en reste pas moins que, pour arrêter l'extrême droite, aucune manifestation, si imposante soit-elle, ne pourra suffire. Comme partout ailleurs, pour empêcher la peste brune de plonger la société dans la barbarie, il sera indispensable que les exploités s'emparent d'une politique de classe, seule à même d'ouvrir un avenir à l'ensemble de la société.

14 octobre 2018



Turquie: la tourmente financière et ses effets

Le mois d'août 2018 a vu la crise économique turque s'étaler au grand jour, avec l'effondrement de la devise du pays sous les coups de la spéculation internationale. La livre turque a perdu 20 % de sa valeur en quelques jours, ces 20 % s'ajoutant à une baisse continue depuis le début de l'année 2018. S'échangeant alors à 4,5 livres pour un euro, elle était déjà passée à 5,5 livres pour un euro au mois de juillet, avant de chuter le 13 août jusqu'à 8 livres pour un euro. Après une légère accalmie, elle s'échangeait début octobre à 7,05 livres pour un euro, ayant perdu 40 % de sa valeur depuis le 1^{er} janvier.

Le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan se trouve ainsi face à des difficultés majeures, quelques semaines à peine après sa victoire et celle de son parti, l'AKP, aux élections législatives et présidentielle du 24 juin. Le président turc avait décidé d'anticiper ces élections, de peur qu'à leur échéance normale, soit un peu plus d'un an plus tard, lui et l'AKP aient perdu tout crédit et ne soient plus en état de les gagner. Pour le régime d'Erdogan, cette précaution s'avère utile, au moment où le pays est au bord de la banqueroute.

Si Erdogan et l'AKP ont pu se maintenir au pouvoir sans discontinuer depuis 2002, cette longévité est d'abord due à des résultats économiques tels que la Turquie a pu être classée parmi les pays dits émergents, pays considérés dans cette période comme les moteurs de la croissance mondiale. Beaucoup en Turquie, et notamment dans les couches populaires, considèrent cette période comme celle où leur pouvoir d'achat a doublé, voire triplé, et où ils ont accédé à une vie un peu plus décente. Pendant longtemps, une grande

partie de l'électorat populaire a mis ces résultats au crédit d'Erdogan et de son parti, avant de commencer à déchanter, en fait bien avant les élections et la crise de l'été 2018.

La crise révèle aujourd'hui la fragilité de la croissance qu'a connue le pays, comme celle d'autres pays dits émergents, le Brésil, l'Argentine ou l'Afrique du Sud. Cette croissance a été bâtie en grande partie sur le crédit: alors qu'elle était de 130 milliards de dollars en 2002, la dette extérieure turque s'élève aujourd'hui à 455 milliards de dollars, dont 240 milliards à échéance de moins de douze mois. Il sera d'autant plus difficile de la payer que les capitaux quittent le pays, contribuant à l'écroulement de la monnaie et de l'économie. Cette crise vient s'ajouter aux problèmes politiques du pouvoir, aux conséquences des crises du Moyen-Orient et des tentatives du régime turc d'y intervenir, de ses échecs dans ce domaine, de ses relations conflictuelles avec ses voisins et même avec les puissances impérialistes, qui voient aujourd'hui en lui un allié moins fiable.

LA CRISE DE 2001-2002 ET L'ARRIVÉE AU POUVOIR DE L'AKP

C'est pourtant en grande partie grâce à l'aide des puissances impérialistes et de leurs financiers qu'Erdogan et l'AKP ont pu longtemps apparaître comme tenant dans leurs mains la recette de la croissance, alors que leurs prédécesseurs avaient enfoncé le pays, déjà, dans une grave crise financière.

Au début de l'année 2001, le gouvernement de coalition entre le Parti social-démocrate de Bülent Ecevit et le parti d'extrême droite MHP se trouvait en effet face à une crise qui rappelle en bien des points la crise actuelle. Sommé par le FMI de prendre des mesures d'austérité immédiates sous peine d'être privé de crédits, ce gouvernement dit nationaliste avait déclaré n'avoir d'ordres à recevoir de personne. Les capitaux avaient alors quitté en masse le marché financier turc et le 21 février 2001, resté dans les mémoires comme le « mercredi noir », la livre turque perdait en une seule journée 57 %

de sa valeur, avant de se dévaluer finalement de 80%. En peu de temps, 1,5 million de personnes perdaient leur travail, le revenu national chutait de 200 à 140 milliards de dollars, tandis que l'inflation intérieure atteignait 70%.

La crise mit les dirigeants impérialistes et avec eux le FMI en situation d'imposer leurs exigences au gouvernement turc réticent. Dès le 1^{er} mars 2001, l'économiste turc Kemal Dervish, directeur adjoint de la Banque mondiale vivant aux États-Unis, arrivait à Ankara avec un « plan de sauvetage » dans sa serviette. Il était nommé dès le lendemain ministre d'État et responsable de l'économie. Son « plan d'urgence pour créer une économie puissante » comportait les mesures d'austérité et les privatisations que le gouvernement Ecevit avait refusées quelques jours plus tôt. Mais dès lors il fut aidé par les crédits du FMI (Fonds monétaire international) et d'un système financier ainsi remis en confiance. Cependant, ayant usé toute sa popularité dans la gestion de cette crise, le gouvernement Ecevit dut céder la place.

C'est dans ces conditions que l'AKP vit le jour. Ce Parti de la justice et du développement (Adalet ve Kalkınma Partisi) était formé par des transfuges de différents partis, en particulier islamistes, qui voyaient dans la situation l'opportunité de parvenir au pouvoir, quitte à faire quelques entorses à leur doctrine. Profitant de la vague de discrédit touchant les autres partis, bénéficiant de l'appui du patronat, des banques et aussi du FMI et des États-Unis, l'AKP put se présenter comme un parti nouveau, gagner les élections de décembre 2002 et obtenir la majorité absolue à l'Assemblée. De son côté, le Parti social-démocrate nationaliste DSP d'Ecevit s'écroulait et obtenait à peine plus de 1% des voix.



Des partisans de l'AKP brandissant le portrait de son dirigeant, Recep Tayyip Erdogan.

DES ANNÉES DE CROISSANCE À LA CRISE

Installé au pouvoir, le gouvernement de l'AKP bénéficia, de 2002 à 2012, d'une situation exceptionnelle qui lui permit de gagner coup sur coup toutes les élections. Les facilités données aux capitaux pour s'investir en Turquie, le soutien des dirigeants occidentaux à un régime qui donnait accès aux marchés du Moyen-Orient tout en semblant désormais donner toutes les garanties de stabilité politique, se traduisirent par dix ans de croissance.

Le gouvernement Erdogan proclama que sa politique se fondait sur le principe du « zéro problème avec ses voisins », visant seulement à développer les échanges économiques avec l'Irak, la Syrie, l'Iran, l'ensemble des pays arabes, les pays d'Asie centrale et aussi la Russie, devenue un débouché important pour les produits agricoles de Turquie et le lieu de nombreux chantiers pour ses entreprises du bâtiment. La perspective que la Turquie devienne membre de l'Union européenne (UE), elle aussi, attira les capitaux venus de l'UE à la recherche de placements, d'une main-d'œuvre qualifiée et à bon marché dans un pays stable.

La manne de centaines de milliards de dollars déversée dans l'économie turque n'allait cependant pas qu'à des investissements productifs. Tant qu'il bénéficiait de la confiance des marchés, le gouvernement de l'AKP put emprunter pour financer des grands travaux, tels que la construction de deux nouveaux ponts et de tunnels pour traverser le Bosphore, mais aussi un palais présidentiel pharaonique à Ankara et une colossale « grande mosquée » sur la colline de Camlica à Istanbul. Des centaines de chantiers s'ouvrirent pour construire des ponts et des tunnels, mais aussi quantité de mosquées, dans une période où la folie des grandeurs amena Erdogan à rêver d'un « nouvel ottomanisme » : l'envol économique de la Turquie devait lui permettre de reconquérir pacifiquement l'influence perdue un siècle plus tôt lors de la chute de l'Empire ottoman.

Cette embellie économique eut bien sûr des retombées sensibles pour la population, à travers la création d'emplois et la croissance du niveau de vie. Ainsi le salaire minimum fixé par la loi, qui était tombé à l'équivalent de 100 dollars lors de la crise de 2001, put croître régulièrement jusqu'en 2016, atteignant cette année-là l'équivalent de 433 dollars. Et même si cette envolée des sa-



Un bureau de change à Istanbul quand la livre turque dévisse.

laire était en grande partie absorbée par l'inflation et l'augmentation parallèle des prix intérieurs, elle n'en permettait pas moins l'accès à des biens de consommation importés jusque-là inaccessibles à la majorité de la population turque.

C'est à partir de l'année 2012 que cette croissance a atteint de plus en plus clairement ses limites. Tout d'abord, les conséquences de la crise financière de 2008 se sont fait sentir en Turquie, bien qu'avec un certain retard. Enfin, le début de la guerre civile en Syrie vit la fin de la politique de « zéro problème avec les voisins », amenant Erdogan à soutenir les différentes milices islamistes qui tentaient de renverser le régime de Bachar al-Assad, celui-là même que, quelque temps auparavant, le président turc appelait son « frère ».

Mais, loin de faire revenir ce pays arabe dans une sorte d'Empire ottoman reconstitué, le premier résultat de l'intervention dans cette guerre civile fut de faire perdre aux entreprises turques des marchés jusque-là prometteurs, non seulement en Syrie mais dans les autres pays de la région et en Iran, tout en provoquant un afflux de réfugiés syriens en Turquie. En même temps, les tensions croissantes au Moyen-Orient, les attentats, le coup d'État manqué de juillet 2016 et le durcissement du régime d'Erdogan qui s'ensuivit, les tensions avec les

pays européens tandis que les perspectives d'adhésion à l'UE s'éloignaient, se faisaient sentir sur l'économie. En outre se tarissait le flot de touristes européens et américains, jusque-là un apport important de devises pour l'économie turque.

LES PRESSIONS DES ÉTATS-UNIS

Parallèlement, Erdogan sembla montrer les velléités d'une politique plus indépendante de l'impérialisme américain. Pour tenter de se sortir du guêpier syrien, il se rapprocha de la Russie et participa avec celle-ci et l'Iran au processus d'Astana, visant à une solution politique de la guerre civile tout en excluant les États-Unis. Entre autres gestes, on a vu aussi la Turquie, bien que membre de l'OTAN, se tourner vers la Russie pour l'achat d'armes, en particulier du système de missiles antiaériens S-400.

Les dirigeants américains ont visiblement décidé de faire payer cette attitude au régime d'Erdogan et cela a débouché sur une crise ouverte au début de l'été 2018. En juillet, le régime turc a en effet refusé de céder aux pressions du président américain Trump lui demandant de libérer le pasteur Brunson, citoyen des États-Unis emprisonné en Turquie du fait de liens supposés avec la secte de l'imam Gülen, ennemi juré

d'Erdogan. En même temps, celui-ci affichait sa volonté de ne pas respecter l'embargo imposé par les États-Unis à l'égard de l'Iran, alors que le commerce avec ce pays est essentiel pour l'économie turque. La réponse de Trump a été d'imposer des taxes sur l'importation d'aluminium et d'acier turcs aux États-Unis, une sanction symbolique vu le peu d'importance de ces importations, mais indiquant clairement un désaveu de Trump à l'égard d'un régime allié traditionnel de l'impérialisme américain dont il voulait sanctionner l'attitude.

Cette crise politique s'est ajoutée à la dégradation de l'économie turque, sensible depuis plusieurs mois, pour déclencher une fuite massive des capitaux et la chute de la monnaie à laquelle on a assisté début août. Bien sûr, les circonstances particulières de la crise turque ne font là que s'ajouter à un contexte général qui voit les capitaux quitter toute une série de pays dits émergents. Il reste que, pour la population, les conséquences en sont déjà très sensibles. Ainsi la chute du cours de la monnaie turque fait que le salaire minimum, qui équivalait encore au 1^{er} janvier 2018 à 373 dollars, n'en vaut plus qu'environ 230 aujourd'hui. Elle se traduit tous les jours par la hausse des prix de la plupart des produits, y compris des produits de première nécessité venus du pays même, tels que les fruits et légumes. Mais elle est aussi un révélateur d'une faiblesse essentielle de l'économie turque, sa dépendance au crédit et en particulier à celui accordé par les banques occidentales, payable en dollars ou en euros.

On a appris le 12 octobre que le pasteur Brunson avait été libéré et avait pu prendre le chemin des États-Unis. Erdogan aurait donc fini par céder aux pressions de Trump et dû en rabattre sur ses pré-

tentions d'affronter Washington, tout comme Ecevit avait été contraint de le faire lors de la crise de 2001. Cela veut-il dire qu'il se montrera désormais un allié plus fiable, dans l'espoir d'avoir en échange une aide pour sortir de l'état de la crise financière? Il est trop tôt pour le dire, mais en attendant la crise produit ses effets. Nombre d'entreprises petites et moyennes engagées auprès des banques voient leur dette augmenter en proportion de la chute de la monnaie turque, tandis que leurs ventes sur le marché intérieur baissent avec le pouvoir d'achat de la population. Les faillites ont commencé à se multiplier, avec pour conséquence de nombreux licenciements, ou même le fait que les salaires ne sont plus payés, et une aggravation brutale des conditions de vie des travailleurs.

Craignant que la multiplication des faillites n'entraîne un effondrement total de l'économie, le gouvernement a trouvé pour l'instant un palliatif en proposant aux entreprises des accords dits de concordat. Ceux-ci leur évitent de se déclarer en faillite à condition de passer un accord avec leurs créanciers, en ne payant que la moitié de leurs dettes et en échelonnant le paiement du solde. Cela ne fait sans doute que reporter le problème, d'autant plus que parallèlement les taux d'intérêt que devront payer ces entreprises augmenteront fortement. En tout cas, plus de 3 000 sociétés avaient déjà signé un tel concordat début octobre, et ce nombre pourrait atteindre 5 000 à la fin de l'année.

Le système du concordat évitera peut-être certaines faillites, et des créanciers seront payés au moins en partie. Mais les travailleurs ne seront pas sauvés pour autant. Ils ont déjà commencé à payer les consé-

quences de la fin de la période faste de l'économie turque, qu'ils constatent avec la baisse de leur salaire réel et l'envolée de l'inflation. Beaucoup vont maintenant se retrouver au chômage ou, s'ils ont encore un emploi, sans salaire parce que les patrons ne les payent plus. Il s'y ajoute le poids croissant des crédits, pour ceux qui en ont contracté. Ils sont en fait les premiers à payer la crise dans laquelle s'enfoncent le pays.

Les années prospères du gouvernement de l'AKP se sont traduites par une certaine hausse des salaires, mais surtout elles ont permis l'enrichissement exceptionnel d'un grand nombre de capitalistes, turcs ou non, dont on imagine qu'ils ont su mettre à temps leurs gains à l'abri en les transférant à l'étranger. Les travailleurs, eux, ont déjà vu fondre le pouvoir d'achat de leur salaire et ils payeront par ce biais les intérêts de la dette contractée par l'État et par les capitalistes turcs pour financer les années de croissance. En guise d'argument, Erdogan a dénoncé un « complot des taux d'intérêt », incité la population à montrer son sens civique en achetant de la monnaie turque et déclaré que, si les lobbies qui attaquent la Turquie ont le dollar, « *les Turcs, eux, ont Allah* »! Mais la démagogie nationaliste et religieuse ne suffira pas à faire oublier la réalité des chiffres.

Bien sûr, des réactions des travailleurs sont inévitables. On en a eu déjà l'exemple en septembre, lorsqu'une grève a paralysé les travaux entrepris pour la construction du troisième aéroport d'Istanbul, qui emploie des dizaines de milliers d'ouvriers par le biais de très nombreuses entreprises sous-traitantes imposant des conditions de travail insupportables. Souvent, elles ne payaient même plus les salaires, que ce soit du fait de la

crise ou de leurs propres malversations (voir par exemple : « Turquie : grève au chantier du nouvel aéroport », *Lutte ouvrière*, n° 2616, 19 septembre 2018).

Mais, si le pouvoir peut s'attendre à ce que ces réactions se multiplient, il a aussi à sa façon pris ses précautions. Depuis que son crédit a commencé à s'éroder, et notamment à partir de 2012, le régime n'a fait que se durcir. On l'a vu avec sa réaction violente aux manifestations du parc Gezi, en juin 2013, puis avec le tournant qui a suivi les élections de juin 2015, dont il était sorti en partie désavoué. On l'a vu aussi lorsqu'il a mis un coup d'arrêt aux négociations sur la question kurde et a en fait repris la guerre au Kurdistan. Ces mesures étaient à chaque fois liées aux circonstances, ainsi qu'à la volonté d'Erdogan de défendre coûte que coûte son pouvoir. Mais elles correspondaient aussi à un réflexe de classe de la part du régime et de la bourgeoisie turque.

Instruits par l'expérience du passé, et des années 1960 et 1970 en particulier, ceux-ci craignent visiblement que le retour de la crise économique n'entraîne une multiplication des conflits sociaux et une instabilité politique croissante, comme celle qui avait précédé le coup d'État militaire de septembre 1980.

Cette peur est sans doute toujours bien présente dans les sommets de la bourgeoisie turque. Le régime de quasi-dictature installé par Erdogan lui rend service en la dotant d'un pouvoir politique prêt à réprimer toutes les oppositions. Mais il n'est pas dit qu'il sera aussi efficace pour affronter les réactions venant de la classe ouvrière, alors que jusqu'à présent il a souvent préféré la ménager.

14 octobre 2018



L'ex-Secrétariat unifié de la IV^e Internationale: du trotskysme à l'« écosocialisme »

L'organisation longtemps connue sous le nom de Secrétariat unifié (SU) et qui a pris, il y a quelques années, le nom de Bureau exécutif de la IV^e Internationale, se revendique aujourd'hui de l'anticapitalisme et de «l'écosocialisme». Il est notable que, dans aucun des textes discutés à son congrès qui s'est tenu en février dernier, il n'est jamais fait référence au trotskysme. Pourtant, ne serait-ce que par son nom, l'ex-SU continue de se présenter comme l'héritier de l'organisation fondée par Trotsky en 1938.

C'est au regard de sa prétention d'incarner une telle continuité qu'en tant que militants nous réclamant nous-mêmes du combat de Trotsky et de son programme, nous voulons discuter de la politique de ce courant. Comment ces camarades définissent-ils leur « *compréhension du rôle et des tâches de la Quatrième Internationale* », pour reprendre les termes d'un de leurs textes de congrès ?

Dans ce texte, ils expliquent que leur « *but est de construire des partis utiles à la lutte de classe. [...] Le but ultime de ces partis étant de se débarrasser du système [capitaliste] existant, même si ce but est exprimé dans des termes très généraux.* » Pour eux, il s'agit d'engager leurs militants « *à être partie intégrante et loyale de la construction et de la direction de ces partis, de ne pas y être dans le seul but de recruter, ou d'attendre pour en dénoncer les trahisons éventuelles* ».

Tout cela est exprimé en des termes très généraux qui permettent d'englober dans cette catégorie bien des partis réformistes. Ces camarades ne se fixent plus seulement l'objectif d'entrer dans des partis

en présentant cela comme une étape dans la construction d'un parti révolutionnaire, comme cela a pu être le cas à plusieurs moments de leur histoire. Aujourd'hui, ils ont abandonné toute perspective de créer une organisation révolutionnaire indépendante.

Pour illustrer ce que pouvait signifier une telle politique, la position adoptée au Brésil à l'égard du Parti des travailleurs a longtemps été montrée en modèle à ses militants par la direction du SU. Cela justifie donc qu'on s'y arrête.

QUAND LE SU CONSTRUISAIT LOYALEMENT LE PARTI DES TRAVAILLEURS AU BRÉSIL

Le Parti des travailleurs (PT), fondé officiellement en 1981, ne s'est jamais dit socialiste ou marxiste, encore moins communiste. Sa grande force ne résidait pas dans ses idées ou ses principes, variables selon les militants et les moments, mais dans son influence sur la classe ouvrière, à travers des milliers de militants syndicaux qui, à l'image de son dirigeant Lula,

avaient organisé les luttes, la résistance à la bourgeoisie et à la dictature militaire en place jusqu'en 1984. La direction du PT, composée de dirigeants syndicaux, de militants chrétiens et d'intellectuels sociaux-démocrates, visait dès le début le pouvoir gouvernemental. Elle tolérait la présence de militants révolutionnaires, trotskystes ou maoïstes, dans la mesure où ils pouvaient lui être utiles.

Le courant lié au SU, Démocratie socialiste (DS), a participé dès le début à la construction du PT. En 1986, DS s'est fait reconnaître comme une des tendances du PT. Quand, en 2003, Lula est devenu président, DS remportait 10% des votes dans les élections internes au PT et comptait environ 400 militants, certains occupant des postes de responsabilité tels que maires, députés, sénateurs, conseillers, administrateurs divers. Le gouverneur de l'État du Rio Grande du Sud et le maire de sa capitale, Porto Alegre, appartenaient à cette tendance. Un membre de DS, Miguel Rossetto, est devenu ministre du Développement rural dans le premier gouvernement de Lula et il fut chargé, à ce titre, de la



La fondation du Parti des travailleurs du Brésil, en 1980.
Lula est le troisième en partant de la gauche.



Raul Pont était un militant du Secrétariat unifié, ici en campagne pour le PT en 1982.
Il sera maire de Porto Alegre pendant quatre ans, à la fin des années 1990.

réforme agraire.

Nous ne reviendrons pas sur ce qu'a été la politique du PT à la tête de l'État; il suffit de dire qu'il a été un gérant loyal des affaires de la bourgeoisie. L'accession au pouvoir de Lula a correspondu à une période de croissance de l'économie brésilienne, ce qui lui a donné des marges de manœuvre et lui a permis de mettre en place des programmes sociaux destinés aux plus pauvres sans que les intérêts de la bourgeoisie soient lésés. C'est elle qui a le plus profité de cette période de croissance et la politique du PT l'y a aidée. Et quand, au bout de quelques années, la conjoncture s'est retournée, le PT a fait supporter le poids de la crise aux classes populaires. Les treize années pendant lesquelles ce parti a occupé la présidence du Brésil ont permis à ses dirigeants, à ses ministres et à ses élus de se faire une place dans les institutions de la bourgeoisie, aux côtés des partis traditionnels des classes privilégiées avec lesquels ils ont gouverné.

La politique de Lula et du PT était prévisible. Le rôle de révolutionnaires est de combattre les illusions que suscite ce type de réformistes qui font des promesses aux travailleurs pour se faire élire et finissent par les trahir, une fois au pouvoir, où ils défendent les intérêts de la bourgeoisie. En construisant loyalement le PT pendant vingt ans, les militants liés au SU ont au contraire contribué, à leur échelle, à répandre ces illusions, y compris au sein de leur propre courant.

Dès la première année du mandat de Lula, plusieurs élus de DS ont critiqué la politique menée par le gouvernement, notamment la réforme qui a

repoussé l'âge de départ à la retraite des fonctionnaires fédéraux et diminué leurs pensions. Après avoir été exclus du PT, ils ont fondé en 2004 le Parti du socialisme et de la liberté (Psol), une organisation qui reprend le discours du PT à ses débuts et qui n'est pas moins réformiste.

Une longue discussion a alors commencé dans le SU, certains donnant raison aux militants de DS qui étaient dans le PT, y compris au gouvernement, et d'autres à ceux qui étaient au Psol. Après avoir hésité, la direction du SU a fini par opter pour le Psol. Mais seule une faible minorité de ses militants a fait le choix de quitter DS, la plupart préférant rester fidèles à Lula, conservant ainsi leurs positions et leurs postes.

Quelle leçon les dirigeants de l'ex-SU en tirent-ils aujourd'hui? Aucune! «*L'évolution du PT brésilien n'a finalement mené nulle part*», constatent-ils en se contentant d'ajouter: «*Cela ne signifie pas que nous avons eu tort d'y participer.*» Et de conclure: «*Les camarades brésiliens, suite à la trahison du PT, participent à la construction du Psol.*»

L'«ENTRISME SUI GENERIS» AU SEIN DES PC

Une telle attitude n'a rien de nouveau. Dans le passé, ces camarades et leurs ancêtres politiques ont toujours fait preuve du même opportunisme. Leur politique a toujours consisté à chercher à accrocher leur wagon à d'autres courants ayant le vent en poupe.

Leur suivisme vis-à-vis des organisations staliniennes et sociales-démocrates les a amenés pendant toute une période, de 1953 à 1968, à préconiser

la politique que ses inventeurs qualifièrent «d'entrisme *sui generis*» et qui consistait à faire entrer leurs militants dans les partis communistes et socialistes¹.

Durant ces années, la plupart des sections du Secrétariat unifié furent réduites à un bureau éditant une revue trotskyste, pendant que leurs militants avaient disparu au sein des PC et des PS. Il faudra attendre 1970 pour que le Secrétariat unifié mette officiellement fin à cette politique, sans d'ailleurs vraiment la critiquer.

LE SUIVISME À L'ÉGARD DES DIRECTIONS NATIONALISTES DU TIERS MONDE

Alors que, dans les années 1950 et 1960, de nombreux pays connaissaient des luttes importantes, entraînant parfois de vastes couches de la population, les prises de position et les analyses du SU ne lui servirent qu'à justifier son renoncement à définir une politique indépendante à proposer aux travailleurs.

Ses dirigeants se transformèrent en donneurs de conseils du dirigeant yougoslave Tito ou du nationaliste algérien Ben Bella. En plus d'être parfaitement ridicule, une telle politique amenait les militants de ces pays à se mettre totalement à la remorque de directions politiques nationalistes petites-bourgeoises. Ainsi, pendant la guerre d'Algérie, non seulement le SU ne posa à aucun moment le problème de la construction d'une organisation prolétarienne indépendante, mais il présenta le FLN comme la seule direction révolutionnaire possible. Et cette

1 Ses promoteurs parlaient d'un entrisme «original» (ce que signifie l'expression latine «*sui generis*»), pour le différencier de la tactique que Trotsky avait conseillée à ses partisans français dans les années 1930. Trotsky espérait qu'entrer dans la SFIO (Parti socialiste) puis dans le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) de Marceau Pivert, les aiderait à sortir de leur isolement et surtout des cercles de la petite bourgeoisie; et qu'ils trouveraient ainsi enfin un milieu ouvrier, et politisé, dans lequel défendre les idées communistes révolutionnaires.

orientation dura encore des années après la fin de la guerre d'Algérie.

Dans ces années-là, par opportunisme par rapport aux mouvements guérilléristes qui se développaient en Amérique latine, le SU incita ses différentes sections sud-américaines à se déclarer partisans de ce mode de lutte armée plutôt que de chercher à s'implanter dans la classe ouvrière. À la fin des années 1970, le SU a reconnu que cette politique avait été une erreur mais, là encore, sans chercher à en tirer de leçons. Par la suite, il fit preuve du même suivisme vis-à-vis des sandinistes au Nicaragua et de Chavez au Venezuela.

LE TOURNANT VERS «L'ÉCOSOCIALISME»

Aujourd'hui, c'est la même politique opportuniste qui est mise en avant mais, avec le recul politique de ces vingt dernières années, les milieux auxquels adapter son langage ont changé : pour suivre les thèmes en vogue dans les milieux de la petite bourgeoisie de gauche, ces camarades ont opéré un « tournant vers l'écosocialisme » en 2010.

Dans les textes de leur dernier congrès, il est beaucoup question de la lutte contre le réchauffement climatique, de la lutte pour la démocratie, pour les droits humains, pour les femmes, pour les étudiants, etc. Les travailleurs ne sont qu'une catégorie parmi d'autres, avec leurs problèmes, mais sans qu'il ne soit jamais affirmé que la classe ouvrière est la seule classe révolutionnaire et qu'elle doit prendre la tête de la lutte des opprimés.

Pendant longtemps, le SU a prétendu fonctionner comme une internationale suivant les règles du centralisme démocratique. Dans la réalité,

chaque section nationale faisait le plus souvent ce qu'elle voulait à la condition de ne pas le dire. Mais, confronté à des divergences politiques de plus en plus affirmées, le SU a été amené à reconnaître à un nombre de plus en plus important d'organisations le statut de « sympathisant ». En 2003, il a abandonné officiellement le centralisme démocratique et s'est transformé en un bureau exécutif servant à maintenir des liens entre des sections.

À force d'inciter leurs sections à s'autodissoudre dans des mouvements prétendument plus larges, les dirigeants de l'ex-SU ont eux-mêmes contribué à affaiblir leur organisation. Ainsi, ce qui était la section française du SU, la LCR, en a longtemps été l'une des plus importantes. Ses dirigeants ont fait le choix de créer le NPA en 2009 avec des courants qui refusaient d'appartenir au SU. Le NPA en tant que tel n'en fait donc pas partie et ceux qui y adhèrent le font à titre individuel. Pour ajouter à la confusion politique, on peut noter que certains des anciens militants de la LCR qui ont quitté le NPA pour rejoindre le Front de gauche, puis le mouvement Ensemble, dont la députée de La France insoumise Clémentine Autain est aujourd'hui la figure la plus connue, sont toujours membres de la Quatrième Internationale.

Aujourd'hui, pour justifier son existence, l'ex-SU met en avant la nécessité de maintenir un cadre international pour mener des débats. Mais comme de tels débats ne servent pas aux différentes sections à définir leur politique, leur utilité n'est pas des plus évidente... En tout cas, si elle porte encore le nom de IV^e Internationale, cette organisation n'a plus rien à voir, et cela depuis longtemps, avec le parti mondial de la révolution que Trotsky avait voulu fonder.

MAINTENIR UN COURANT SE REVENDIQUANT DU TROTSKYSME

Trotsky avait voulu créer une organisation qui soit capable d'assurer la transmission d'un capital politique, celui du bolchevisme et de la révolution russe, aux nouvelles générations militantes. Il savait que l'organisation créée était faible, coupée du mouvement ouvrier du fait de l'action du stalinisme et qu'elle subissait de nombreuses déformations du fait de ses liens avec les milieux de la petite bourgeoisie.

Mais, tout en étant conscient des faiblesses de son organisation, il cherchait à former des militants qui se fixent l'objectif d'intervenir dans les luttes révolutionnaires de la classe ouvrière et d'en prendre la tête. En mai 1940, alors que la guerre avait commencé en Europe, s'adressant aux militants de la IV^e Internationale, Trotsky écrivait dans le *Manifeste d'alarme* : « Chaque membre de base de notre organisation n'est pas seulement autorisé mais tenu de se considérer à partir de maintenant comme un officier de l'armée révolutionnaire qui sera constituée dans le feu des événements. » Et il concluait : « La nouvelle génération d'ouvriers que la guerre va pousser sur la route de la révolution se rangera à sa place sous notre drapeau. »

Ce n'est pas ce qui s'est passé. Le problème de construire des partis révolutionnaires capables de redonner naissance à une internationale révolutionnaire reste entier, de même que le problème de transmettre le capital d'expérience accumulé par la classe ouvrière au travers de ses luttes pour renverser le capitalisme.

C'est pourquoi, en particulier dans cette période de recul, il est indispensable de maintenir un courant continuant de

se revendiquer ouvertement du trotskysme et dont les militants consacrent leurs efforts à im-

planter ces idées dans la classe ouvrière, la seule classe dont le combat sera susceptible d'ap-

porter une solution aux problèmes de l'humanité.

23 octobre 2018

DR



Au début des années 1970, une manifestation de la Ligue communiste, devenue Ligue communiste révolutionnaire puis du Nouveau parti anticapitaliste. Cela pouvait alors se faire sous la bannière de la Quatrième Internationale. Celle-ci éditait une revue du même nom qui cessa de paraître en 1993. Aujourd'hui, il faut lire l'ours de la revue *Inprecor* pour savoir qu'elle est publiée «sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale».

ZOOM
sur la Quatrième Internationale

Regroupement international d'organisations anticapitalistes et révolutionnaires, la Quatrième Internationale est présente aujourd'hui dans une cinquantaine de pays à travers le monde. Fondée en 1928 par Léon Trotsky, la Quatrième Internationale a toujours été de ceux qui luttent contre le stalinisme et contre le capitalisme.

L'objectif essentiel de la Quatrième Internationale est de regrouper l'ensemble des organisations, des comités et des individus qui cherchent à renverser le capitalisme et à faire la révolution. Elle cherche à construire une organisation internationale qui intègre les leçons des expériences de luttes et de révolutions de toutes les époques et de tous les pays.

internationalcamp.org



BULLETIN D'INSCRIPTION

Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____
 Téléphone : _____ Mail : _____
 Je paye l'intégralité du camp (150 euros)
 Je verse les arriérés pour valider mon inscription (20 euros)
 Chèque à joindre à ce bulletin d'inscription, à envoyer à RIG, 2 rue Richard
 Lemoll, 93100 Montreuil, Infos complémentaires sur internationalcamp.org

Dans cet appel à un camp de jeunes en 2017 où il est question d'un «zoom sur la Quatrième Internationale», on voit que Lénine et Trotsky ne sont pas mis en avant auprès de ceux qui voudraient vraiment passer «de la révolte à la révolution», comme si les «idéologies nouvelles» avaient pris le pas sur le marxisme.





Avant la guerre de 1914-1918, la CGT opposait la situation de l'ouvrier face à son patron selon qu'il était organisé ou pas. Aujourd'hui, le patronat rêve de la disparition du militantisme ouvrier.





Les comités sociaux et économiques : une attaque contre tous les travailleurs

Fin 2017, la remise en cause du Code du travail par des ordonnances, écrites sous la dictée directe du patronat, a abouti à une importante transformation des instances de représentation des salariés dans les entreprises. Certes, celle-ci avait été largement entamée depuis 2013 sous Hollande. Mais avec l'instauration du comité social et économique (CSE), le gouvernement actuel permet de réduire drastiquement la représentation syndicale. Si le patronat peut espérer ainsi limiter l'expression des travailleurs, leurs forces ne se résument pas pour autant au nombre de délégués. La multiplication des instances dans les entreprises, au cours des dernières décennies, a au contraire accompagné une évolution du syndicalisme qui n'a pas renforcé le camp de la classe ouvrière.

D'ici janvier 2020, dans toutes les entreprises de plus de dix salariés, les différentes instances, délégués du personnel (DP), comité d'entreprise (CE) et comité hygiène sécurité et conditions de travail (CHSCT), doivent être remplacées par une seule : le CSE. Cette loi permet de réduire de façon drastique le nombre de délégués. Déjà, en 2015, la loi Rebsamen allait dans ce sens. Elle étendait aux entreprises de 200 à 299 salariés la possibilité de fusionner en une délégation unique les instances de représentation du personnel, y compris le CHSCT, une possibilité jusqu'alors réservée aux entreprises de 50 à 199 salariés. Dans de nombreux sites industriels, dans la construction, dans des services et des secteurs commerciaux, le nombre de délégués avait donc déjà largement chuté.

Avec les ordonnances travail de 2017, de nouvelles élections doivent avoir lieu partout, précédées de négociations pour aboutir à des accords d'entreprise établissant les règles du CSE. La loi détermine le nombre

minimum de délégués et d'heures associées, leur mode d'élection et leurs attributions, le mode de calcul des effectifs pris en compte pour déterminer le nombre de délégués, mais elle laisse une grande marge de manœuvre aux patrons. Ils peuvent augmenter ou non les moyens consacrés aux syndicats et adapter le fonctionnement des représentants du personnel à leur propre volonté. Il est d'ailleurs difficile d'avoir une vue d'ensemble de l'évolution donnée par le patronat, tant il peut appliquer la loi à sa guise.

UNE DIMINUTION IMPORTANTE DU NOMBRE DE DÉLÉGUÉS

Une des revendications anciennes du patronat a été entendue : les seuils d'effectifs pour obtenir des délégués du CSE sont de plus en plus difficiles à atteindre. Par exemple, pour être soumises à l'obligation de mise en place d'un CSE, les entreprises doivent avoir

un effectif supérieur à 11 salariés durant 12 mois consécutifs, alors qu'auparavant, pour les délégués du personnel, il fallait qu'elles aient plus de 11 salariés en moyenne sur douze mois. Déjà avant cette loi, seuls les intérimaires employés pour cause de surcharge temporaire d'activité étaient comptabilisés. Ceux qui remplaçaient des salariés en congés maternité ou maladie ne l'étaient pas. Les prestataires n'étaient comptabilisés que s'ils travaillaient exclusivement pour le donneur d'ordres. Une nouveauté introduite par la loi est que ni les prestataires ni les sous-traitants, même s'ils votent dans l'entreprise, n'ont plus le droit de se présenter sur les listes des élections chez le donneur d'ordres. Comme il y a eu très peu d'élections de CSE pour l'instant, il est difficile de relever toutes les astuces qui doivent se cacher dans la loi pour permettre aux patrons de diminuer les effectifs retenus pour les élections.

Le nombre d'élus est ainsi largement diminué. D'après les premières statistiques fournies

par le ministère du Travail, sur 9 000 accords, le nombre des nouveaux élus au CSE est de 30 % inférieur à l'effectif cumulé des différentes instances qu'il remplace. Mais plus l'entreprise est grande, plus la loi permet de réduire le nombre d'élus.

Pour l'ensemble des douze établissements Renault en France, par exemple, le nombre de délégués passerait de 928 à 554. À Michelin, la perte serait de 60 %, et l'usine de Clermont-Ferrand perdrait plus de délégués que les autres usines plus petites. À Alcatel-Lucent international le nombre de mandats passe de 96 à 52. À GEMS (General Electric Medical Systems) à Buc (Yvelines), le nombre de délégués titulaires passerait de 75 à 24 avec un CSE unique. Car la loi donne aussi la possibilité aux patrons de recomposer librement les périmètres d'établissement pour concentrer au maximum les effectifs. Ils peuvent ainsi choisir de regrouper des établissements distincts en une seule entité pour réduire le nombre total de délégués. À la SNCF, au vu du projet actuel de la direction, la CGT parle d'une réduction de 80 % du nombre

total des élus, soit 6 435 élus en moins. Par exemple, l'entreprise ferroviaire s'apprête à créer un secteur allant de Rennes à Toulouse qui pourrait ne comporter que 27 délégués titulaires et 27 suppléants, tous syndicats confondus.

La loi donne aussi la possibilité, sans que cela soit une obligation, de mettre en place des « représentants de proximité ». Leur nombre et la façon dont ils sont choisis (parmi les élus CSE ou désignés par eux, mais en aucun cas élus par les travailleurs) sont déterminés dans les accords d'entreprise. Ce sont donc les patrons qui peuvent, en fonction du rapport de force local, décider s'ils permettent aux syndicats de garder des représentants à la base. Cela en fonction de leur intérêt à voir les syndicats à leur solde se maintenir dans les ateliers et continuer à leur servir de relais. Une revue patronale traduit cela en ces termes : « *La notion de représentant du personnel est donc lourde d'enjeux politiques et sociaux par-delà un cadre juridique élastique qui montre bien que c'est en impulsant un dialogue social de proximité que les entreprises contribueront à "relativiser" le poids*

des changements politiques en montrant qu'ils ne sont pas seuls porteurs de transformations. » (Social Solutions & Partenaires)

Dans certaines entreprises, le choix de diminuer bien davantage le nombre de délégués du personnel que celui de délégués du CE est évident. Chez Axa France, le CE comptait 106 délégués titulaires et autant de suppléants. Le CSE comptera 97 élus titulaires, soit une baisse assez faible. En revanche, il y avait 210 mandats de DP titulaires et autant de suppléants ; ils sont remplacés par 120 représentants de proximité en tout et pour tout.

Pour ce qui est du nombre d'heures de délégation, la diminution est moindre et les élus titulaires du CSE ont désormais la possibilité de se répartir collectivement ces heures et d'en faire bénéficier les suppléants mais avec des restrictions comme celle d'informer la direction au plus tard huit jours avant leur utilisation. Les négociations permettent aux patrons de faire ce qu'ils veulent. Il y a même des entreprises où le nombre d'heures augmente. Chez Allianz, entreprise d'assurances, les élus passent de 52 élus au CE et 152 délégués du personnel à 34 élus au CSE et 180 représentants de proximité. Et les titulaires du CSE auront 32 heures de délégation alors que les élus au CE n'en avaient que 20. Dans la plupart des entreprises, les suppléants ne pourront assister aux réunions du CSE, sauf pour remplacer le titulaire absent. Mais des exceptions existent. À Autoliv-Isodelta près de Poitiers, le nombre d'élus passe de 30 à 24, et les suppléants sont autorisés à assister aux réunions. Mais en contrepartie la direction est parvenue à imposer un préavis d'une semaine pour poser des heures de délégation.

Les prérogatives accordées aux représentants syndicaux (délégués syndicaux et re-



présentants syndicaux) sont maintenues. Chez Axa France, le secrétaire et le trésorier du CSE auront droit à un crédit d'heures complémentaires, en plus des heures officielles pour les délégués au CSE, de 20 heures par mois. Les membres titulaires et suppléants ainsi que les représentants syndicaux bénéficieront d'une formation économique rémunérée de cinq jours, prise sur leur temps de travail et non déduite des heures de délégation. À la RATP maintenance à Paris, des négociations sont prévues pour déterminer les heures de délégations attribuées à ces représentants syndicaux.

Enfin, sous prétexte de lutter contre le cumul des mandats, il ne sera plus possible à un travailleur d'être élu plus de douze années consécutives, soit trois ou quatre mandats en fonction de leur durée. Après quoi, il perdra son statut de salarié protégé et se retrouvera à la merci du bon vouloir patronal. Cela veut dire aussi que le patronat retire aux salariés leur droit de choisir librement leurs représentants dans douze ans.

L'ensemble de ces changements va permettre au patronat de s'en prendre aux syndicats de base, aux militants les plus combattifs, présents dans les ateliers et les bureaux, en particulier dans les plus grandes entreprises, pour diminuer les capacités d'organisation et d'expression des travailleurs dans la perspective d'avoir les coudées franches pour faire reculer encore les conditions de travail et aggraver l'exploitation. Mais en même temps, il veut garder des délégués, moins nombreux, qui se retrouveraient absorbés par des institutions représentatives encore plus éloignées des salariés que ne l'étaient les précédentes.

Il ne s'agit pas d'un changement radical. Certes, le patronat et le gouvernement esti-

ment que le contexte politique et social leur est favorable au point de pouvoir revenir sur les concessions faites aux syndicats ces dernières décennies, qui avaient conduit à une augmentation de la représentation syndicale dans les entreprises. Mais ces nombreuses instances, inventées par les gouvernements au service de la bourgeoisie, n'ont jamais gêné le patronat, ni limité son pouvoir, contrairement à ce que prétendent les directions syndicales. En revanche, elles ont favorisé la transformation des syndicats et cette évolution a été un piège pour les travailleurs. Car si les travailleurs ont besoin de pouvoir s'organiser, donc d'avoir des syndicats et des partis, c'est pour combattre l'exploitation. Que les syndicats soient devenus des appareils qui accompagnent cette exploitation en faisant croire qu'ils peuvent l'atténuer par des négociations, par le prétendu dialogue social avec leur exploitateur, a constitué un des facteurs les plus importants du recul de la conscience ouvrière.

Centre de désintoxication du terrorisme patronal



L'ÉVOLUTION DES SYNDICATS VERS TOUJOURS PLUS D'INTÉGRATION

Depuis plus d'un siècle, le patronat et les gouvernements ont eu une politique pour transformer les militants syndicaux en gestionnaires des œuvres sociales, et plus fondamentalement en « partenaires sociaux ».

À la fin du 19^e siècle, tout en luttant contre l'interdiction de constituer des syndicats, les militants ouvriers connaissaient les dangers que comportait une trop grande institutionnalisation des syndicats. Ainsi, lorsque ceux-ci furent légalisés en 1884, les dirigeants les plus radicaux refusèrent de remettre les listes de syndiqués en préfecture comme le voulait le pouvoir. Mais la présence de militants révolutionnaires à la tête de la CGT n'empêcha pas l'évolution du syndicalisme dans un sens néfaste pour les travailleurs. Jusque-là, les militants qui avaient développé les syndicats étaient portés par la perspective révolutionnaire de renverser le capitalisme et

de permettre l'organisation de la société par les travailleurs. Ils cherchaient donc avant tout à développer la conscience ouvrière, en réunissant les travailleurs, en les éduquant, en affirmant la fierté d'appartenir à une classe productive porteuse d'un autre avenir pour la société. Mais la bourgeoisie eut toute une politique qui visait à transformer ces syndicats, par leur présence dans différentes instances, ce qui leur donnait une place dans le système : un rôle d'intermédiaire entre les travailleurs et les capitalistes.

Ainsi en 1914, à l'exception de quelques militants révolutionnaires, la direction de la CGT, alors le seul syndicat, soutint la guerre menée par sa propre bourgeoisie. Elle appuya l'effort de guerre et accepta l'envoi de millions d'ouvriers à la mort. La première tentative de faire exister des délégués d'atelier, en dehors de ce qui fut fait dans les mines, eut lieu durant la Première Guerre mondiale, dans le but évident de faire accepter les sacrifices que l'effort de guerre imposait et de calmer la colère ouvrière le cas échéant.

C'est après les grandes grèves de mai-juin 1936 que les délégués d'atelier furent institués. En effet, le patronat avait pu constater que sa politique strictement répressive le conduisait à un face à face avec les travailleurs en révolte, sans intermédiaire, ce qui lui était défavorable. Mais à l'époque, ces délégués restaient élus et révocables par les travailleurs directement, sans monopole syndical.

Par la suite, de Gaulle fit largement avancer la politique d'intégration des syndicats. En février 1945 une ordonnance créa les comités d'entreprise dans les établissements de plus de 100 salariés. Ainsi, une instance était spécialement dédiée à l'illusion d'une gestion commune des entreprises par

les salariés et les patrons. La CGT, qui avait alors un quasi-monopole syndical, en fit des instruments d'aide à l'exploitation renforcée des travailleurs dans la fameuse période dite de reconstruction. Jusqu'en 1947, bien des délégués supplèrent la maîtrise patronale pour réclamer des efforts aux travailleurs. Même après la sortie du PCF du gouvernement en mai de cette année-là, la CGT continua à accréditer cette idée de la collaboration de classe. Dans les années suivantes, tous les syndicats applaudirent systématiquement les mesures allant dans ce sens. En se préoccupant de la « bonne gouvernance » des entreprises, les militants du PCF et de la CGT répandaient l'idée que les travailleurs avaient des intérêts communs avec leur patron. Ils participaient ainsi activement à cette déformation de la conscience de classe ouvrière.

La période qui suivit la grève générale de mai-juin 1968 constitua une nouvelle étape de l'intégration syndicale. Au fil des ans, des droits nouveaux furent concédés aux syndicalistes dans les entreprises, comme la création des délégués syndicaux non élus. Quelques années plus tard, le développement de la formation professionnelle devint une manne pour les syndicats. Certes, tout cela a occasionnellement servi de point d'appui aux travailleurs pour résister à l'exploitation. Mais cela permit surtout aux syndicats d'acquiescer de plus en plus de places dans des institutions éloignées des travailleurs et des moyens pour exister en se passant de plus en plus des syndiqués. Les militants furent alors incorporés à des tâches très éloignées de la lutte de classe. De la gestion des cantines aux réunions les plus inutiles, ils furent nombreux à perdre le contact avec la base, à développer un esprit d'appareil et à se sentir flattés de leur rôle d'avocat des travailleurs,

« d'interlocuteurs privilégiés » et à défendre l'idée absurde que les négociations syndicales pouvaient remplacer les luttes et faire reculer le patronat.

Le syndicalisme avait donc perdu son rôle d'école de la classe ouvrière, une école où l'on acquiert, pour reprendre les termes de Fernand Pelloutier, la compréhension de ses malheurs et les moyens de les combattre. L'autre aspect particulièrement néfaste de cette intégration syndicale et du poids du stalinisme dans le mouvement ouvrier, fut de développer chez des générations de militants une mentalité de bureaucrates ayant une méfiance fondamentale envers les travailleurs. En devenant des « partenaires sociaux », des « corps intermédiaires », les militants, les « élus et mandats », apprenaient à se méfier des réunions de travailleurs et même de syndiqués, de l'action directe et collective des travailleurs, pour privilégier les négociations entre les patrons et ceux qui « représentent » les travailleurs. Ils apprenaient surtout à refuser que les luttes soient dirigées par les travailleurs eux-mêmes. Au fur et à mesure de cette politique, les directions syndicales, bien ancrées dans la société capitaliste, bien intégrées dans ses rouages, sont devenues des appareils que les travailleurs ont trouvés en travers de leur chemin lors des grandes luttes, en 1936 comme en 1968. C'est à ce prix que la bourgeoisie française a gagné une relative paix sociale durant ces décennies.

Malgré cela, les patrons ne sont jamais arrivés à empêcher que surgissent des militants continuant à se battre contre l'exploitation, arrivant à faire vivre des syndicats combatifs même quand ils sont en butte à la répression patronale. Car si la bourgeoisie dans son ensemble a choisi cette politique, certains patrons ont toujours

continué à réprimer les militants, à faire régner une forme de dictature dans les ateliers.

*

Aujourd'hui, la bourgeoisie voudrait profiter de la crise et des reculs de la classe ouvrière pour se débarrasser du maximum de ces militants de base qui, malgré la politique des centrales syndicales, peuvent toujours être des points d'appui pour les travailleurs. Elle voudrait en même temps conserver les avantages de l'intégration des syndicats. D'ailleurs, il est notable que les directions syndicales n'ont pas mené une campagne sérieuse contre les mesures visant à cette diminution drastique du nombre de délégués dans les entreprises. Depuis la loi Rebsamen, elles se gardent bien d'avertir les travailleurs de ce qui se trame et de faire de la propagande contre ces attaques. Le décalage entre l'ampleur de l'attaque contre la représentation syndicale et les réactions des confédérations laisse penser qu'elles trouvent leur compte ailleurs.

Pour les militants révolutionnaires, il est évidemment nécessaire de dénoncer cette attaque. Mais on ne peut se borner à constater que la bourgeoisie cherche à brider la contestation, ni se positionner en victimes se plaignant du fait que la société capitaliste est fondée sur la lutte de classe. Il s'agit non de se plaindre, mais de combattre.

Les forces de la classe ouvrière ne se résument pas, loin de là, à ses représentants syndicaux. Quant à leur présence dans des instances de négociation avec les patrons, elle n'a jamais représenté un avantage pour les travailleurs. La



réponse à l'attaque patronale réside dans les capacités des travailleurs à continuer à tisser des liens entre eux sur les lieux de travail, à s'organiser pour préparer les luttes collectives qui sont les seules armes réelles contre l'exploitation capitaliste, à retrouver le goût de se réunir, partout et en toute occasion, après le travail, dans les syndicats et systématiquement au sein des entreprises. Depuis qu'elle existe, la classe ouvrière a su donner naissance à ses propres organisations, quelles que soient les circonstances. Au début de son histoire, elle a su le faire alors que toute forme d'organisation lui était interdite par la loi, elle a su lutter sans organisation légale.

Alors, malgré ces attaques, les travailleurs et les militants

ouvriers sauront trouver les moyens de mener leur lutte en s'appuyant non sur les postes concédés par la bourgeoisie mais sur la conscience de classe. Ils sauront expliquer les limites de la lutte revendicative dans le cadre du système, et démontrer qu'à travers elle, les travailleurs peuvent acquérir la conscience de leur force. C'est pourquoi il est indispensable de mener ces luttes aussi loin que possible, en faisant en sorte que les travailleurs les dirigent eux-mêmes. Pour retrouver le chemin de ces luttes et de cette combativité, il est indispensable de renouer avec les idées révolutionnaires, avec la conscience de la nécessité de mener le combat contre l'exploitation capitaliste sans faillir.

24 octobre 2018

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Brésil: des révoltes d'esclaves aux luttes du prolétariat (n° 153, 16 février 2018)
- Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement? (n° 101, 27 janvier 2006)

RÉVOLUTION RUSSE

POUR CHANGER LE MONDE, LES TRAVAILLEURS AU POUVOIR

- Texte des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud au meeting du 20 octobre 2017 à la Mutualité (n° 150)

- Un siècle après la révolution d'Octobre, la Russie à l'heure du capitalisme décadent (n° 155, 15 juin 2018)



- L'explosion sociale de Mai-Juin 68 (n° 154, 13 avril 2018)

IDÉES/HISTOIRE

- États-Unis: les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière (n° 148, 18 novembre 2016)
- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)
- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales » ? (n° 146, 8 avril 2016)
- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Temps de travail, salaires et lutte des classes (n° 141, 10 avril 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines (n° 131, 22 février 2013)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement (n°126, 13 mai 2011)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)
- La décroissance: faire avancer la société à reculons (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant cinq timbres à 0,80 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver *Lutte de classe*?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché-aux-poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

Tabac-Pressé Le Marigny
47, rue des Arènes

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

SAINT-ETIENNE

Librairie Mauvais genre
11, rue Léon-Nautin

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrero@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrero.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
<http://www.the-spark.net>



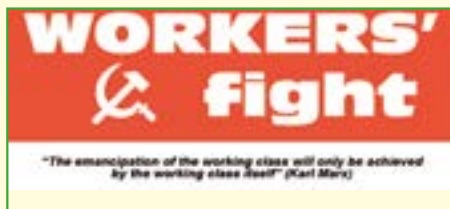
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



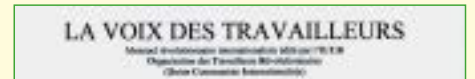
Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linernazionale.it> - contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>